VENDREDI 29 OCTOBRE 1875 — 50e ANNEE — N° 15093 — VENDREDI 29 OCTOBRE 1875

GAZETTE DES TRIBUNAUX

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES

ABONNEMENT
PARIS ET LES DÉPARTEMENTS
Un an, 72 fr.
Six mois, 36 fr. — Trois mois, 18 fr.
ÉTRANGER :
Le port en sus, pour les pays sans échange postal.

BUREAUX
2, RUE HARLAY-DU-PALAIS, 2.
au coin du quai de l'Horloge à Paris.
(Les lettres doivent être affranchies.)

Sommaire

JUSTICE CRIMINELLE. — *Cour d'assises de la Seine* : Tentative de parricide et de fratricide; coups et blessures volontaires; incapacité de travail de moins de vingt jours; un accusé de dix-huit ans et demi. — *Cour d'assises du Loiret* : Assassinat; vol; recel; cinq accusés.
JURY D'EXPROPRIATION. — Elargissement des rues du Four-Saint-Germain et du Vieux-Colombier.
TIRAGE DU JURY.
CHRONIQUE.

JUSTICE CRIMINELLE

COUR D'ASSISES DE LA SEINE.

Présidence de M. Thévenin.

Audience du 28 octobre.

TENTATIVE DE PARRICIDE ET DE FRATRICIDE. — COUPS ET BLESSURES VOLONTAIRES. — INCAPACITÉ DE TRAVAIL DE VINGT JOURS. — UN ACCUSE DE DIX-HUIT ANS ET DEMI.

Lucien-Pierre Maurer, qui comparaît devant la Cour d'assises de la Seine sous le coup d'une triple accusation de parricide, de fratricide et de coups et blessures, est un grand criminel précoce. Il a dix-huit ans et demi; il répond aux questions d'usage d'un ton bas, mais sans aucune émotion, avec un air dégagé presque provocateur. Son système de défense est simple : il a voulu, dit-il, faire une plaisanterie en versant dans une bouteille de vin destinée à sa mère et à sa sœur, le contenu d'une fiole contenant du laudanum.

M. l'avocat général Ducreux occupe le siége du ministère public.

Me Sallantin est assis au banc de la défense.

L'acte d'accusation est conçu en ces termes :

L'accusé Maurer, à peine âgé de dix-neuf ans, n'a donné que des sujets de mécontentement à sa mère, qui est une veuve recommandable habitant seule avec l'accusé et sa fille, âgée de quatorze ans. Maurer s'était fait renvoyer par la plupart de ses patrons, à cause de sa paresse et de son peu de probité; il était jaloux de sa sœur, que sa mère, disait-il, aimait plus que lui, et il en voulait à cette dernière des observations qu'elle était obligée de lui adresser sur sa conduite.

Le 4 août 1875, la veuve Maurer avait été obligée de réveiller le matin son fils, pour qu'il allât à l'atelier, et lui avait fait des reproches sur sa paresse. Maurer en avait été très irrité, et, rentrant le soir, à huit heures, avant sa mère et sa sœur, il résolut de se débarrasser d'elles pour n'avoir plus à subir leurs observations. La veuve Maurer avait dans sa commode une fiole de laudanum, dont l'usage lui avait été ordonné par le médecin.

L'accusé versa le contenu de la fiole dans une bouteille de vin entamée, renfermant un tiers de litre environ, qui était destinée au souper de la famille et alla se coucher.

Les deux femmes, rentrant peu de temps après, versèrent le vin dans leurs verres pour leur repas du soir; mais, frappées de sa couleur étrange, elles n'osèrent pas en faire usage, sans avoir consulté leur pharmacien. Celui-ci déclara que la bouteille renfermait une forte proportion de laudanum, et la veuve Maurer constata en même temps la disparition de la fiole renfermant ce poison.

D'après le témoignage de l'homme de l'art, la quantité de laudanum contenue dans le vin était suffisante pour donner la mort.

Maurer n'a pu nier qu'il ne fût l'auteur de cette odieuse tentative d'empoisonnement; mais il a prétendu qu'il l'avait commise étant ivre et sans se rendre compte de ses actes. Il a soutenu ensuite qu'il n'avait voulu faire qu'une plaisanterie. Il a été établi que Maurer n'était pas en état d'ivresse dans la soirée du crime.

Dans le courant de l'année 1874, à la suite de quelques remontrances que sa mère lui avait faites, en présence d'une de ses tantes, Maurer s'était emporté contre sa mère, au point de la frapper violemment au visage. L'accusé ne nie pas cet acte de violence : il reconnaît qu'il avait de fréquentes discussions avec sa mère, de laquelle il voulait obtenir de l'argent.

En conséquence, etc.

INTERROGATOIRE DE L'ACCUSÉ.

D. Vos nom, prénoms, âge, profession et domicile? — R. Maurer (Lucien-Pierre), dix-huit ans et demi, ouvrier sellier, rue Saint-Martin, 314.

D. Vous êtes accusé d'un bien grand crime. Vous avez été garçon sellier. Il y a de très mauvais renseignements sur vous; vous passez pour être joueur, pour aimer à boire, pour être sournois et menteur. Est-ce vrai, tout cela? — R. Non.

D. Que vouliez-vous faire du rasoir qu'on a trouvé en votre possession, vous êtes imberbe? — R. C'était pour me raser, j'avais de la barbe.

D. La mère de l'accusé est la plus digne femme du monde, travailleuse acharnée; elle a deux enfants, l'accusé et une jeune fille qui travaillait beaucoup aussi et dont l'accusé était jaloux. — R. C'est faux.

D. Vous êtes méchant et sournois, vous méritiez les observations de votre mère à l'occasion de votre conduite, et vous lui répondiez fort mal. — R. Je n'ai rien jamais mal répondu à ma mère.

D. Vous vous rappelez la scène qui a eu lieu il y a un an, vous avez frappé votre mère. — R. C'est ma tante qui m'a cherché chicane quand je suis rentré le soir.

D. Elle vous a dit que vous étiez un paresseux. R. Oui, mais il y avait assez de ma mère sans que ma tante s'en mêlat.

D. Votre tante avait raison. Quoi qu'il en soit, vous étiez en telle fureur, que votre mère a craint que vous ne frappiez sa sœur, elle s'est avancé et vous a donné un soufflet, vous avez levé la main et vous lui en avez rendu un. — R. Je voulais parer les coups, mais je n'avais pas l'intention de la frapper.

D. C'est un crime qui suffisait pour vous amener sur ces bancs. Comprenez-vous cela? — R. Oui.

D. Arrivons au 4 août. Vers une heure, la veuve Maurer a déjeuné avec sa fille; elle destinait un reste de vin au souper du soir. A quelle heure soupe-t-elle? — R. Selon ses heures de rentrée.

D. Il y avait dans une bouteille le tiers d'un litre; le soir, elle versa dans deux verres le reste de ce vin. Elle fut aussitôt frappée de l'odeur vireuse de ce vin; sa fille fit la même remarque. La pensée leur vint de vérifier ce qu'était devenue une fiole de laudanum employée peu avant en partie; la fiole avait disparu. On a fait examiner le contenu par un pharmacien, qui a reconnu la présence du laudanum. Vous avez tenté d'empoisonner votre mère et votre sœur? — R. J'ai voulu le faire par plaisanterie.

D. C'est sur ce ton que vous me répondez? Qu'est-ce que cette plaisanterie? — R. Je le dis parce que cela est.

D. Le ton dégagé avec lequel vous répondez peut vous nuire dans l'esprit de MM. les jurés, réfléchissez-y. Le 4 août, à quelle heure êtes-vous rentré? — R. A huit heures et demie; je voulais faire une plaisanterie, mais je n'avais pas l'intention d'empoisonner.

D. Vous saviez que le laudanum était un poison? — R. Oui.

D. Et vous dites que c'était pour faire une plaisanterie? — R. Je l'ai mis parce que cela se sentait; sans cela je ne l'aurais pas mis.

D. Vous saviez que cette bouteille de vin devait servir au souper de votre mère et de votre sœur?—R. Oui.

D. Où couchiez-vous? — R. Dans la chambre à côté de la pièce où l'on mangeait.

D. Vous vous êtes couché avant la rentrée de votre mère? — R. Oui, et j'ai dormi.

D. Comment, si c'était une plaisanterie, avez-vous pu dormir sans attendre le résultat de cette sinistre plaisanterie! vous faisiez semblant de dormir? — R. Si, j'ai dormi, parce que je travaillais le lendemain à quatre heures.

D. Vous faisiez semblant de dormir; vous avez entendu votre mère et votre sœur prendre le vin et aller chez le pharmacien. La preuve que vous ne dormiez pas, c'est que le lendemain matin, contre vos habitudes, on n'a pas besoin de vous éveiller pour aller à votre travail.— D. Oui, on avait fait du bruit dans la cour.

D. On vous a demandé ce qu'était devenue la fiole; vous saviez qu'il y en avait là de quoi donner la mort? — R. Je ne croyais pas qu'il y eût dans le peu que j'avais versé de quoi donner la mort.

D. Vous n'avez pas témoigné un instant de repentir, de regret. Vous êtes un grand criminel. — R. Non, je ne suis pas un grand criminel!

D. Vous avez voulu vous débarrasser de votre mère et de votre sœur. Vous avez dit à M. Haunet, il y a six mois environ, que votre mère était morte depuis deux ans? — R. Oui, parce que je n'étais pas assez fort ouvrier; je lui disais cela pour qu'il me gardât.

D. Avez-vous conscience du crime que vous avez commis? — R. C'est une plaisanterie que je faisais, je le répète.

DÉPOSITION DES TÉMOINS.

Veuve Maurer, mère de l'accusée, trente-neuf ans, fleuriste, dépose en pleurant. Elle répond aux questions qui lui sont adressées. Son fils est sournois et méchant; il l'a frappée involontairement. J'avais, ajoute-t-elle, du laudanum dans une commode non fermée à clef. Je suis rentrée, le 4 août, vers dix heures du soir, avec ma fille. Je savais que mon fils était couché; il couchait dans ma chambre; la porte de cette chambre était ouverte. J'ai versé du vin dans les deux verres; j'ai senti une odeur de laudanum; je l'ai goûté fort peu. L'odeur et le goût m'ont effrayée. Aussitôt je suis allée voir dans la commode si la bouteille de laudanum y était. J'ai envoyé ma fille chez le pharmacien, et il a dit que c'était du laudanum. Mon fils était dans une chambre voisine; il était paresseux. Je le réveillais tous les jours à cinq heures. Le 5 août, je n'ai pas été obligée de le faire. Il était jaloux de sa sœur, je le crois. C'est une jeune fille très laborieuse; elle est fleuriste; elle gagne 15 à 18 francs par semaine. Elle travaille avec moi dans la même maison.

M. le président : Madame, consolez-vous autant qu'on peut le faire dans votre situation, retirez-vous la tête haute; tout le monde vous plaint ici, car vous êtes digne à tous égards de respect et de pitié.

Lucie Maurer, quatorze ans, fleuriste, dépose également en pleurant; elle répond aux questions de M. le président plutôt qu'elle ne dépose. Elle confirme les déclarations de la veuve Maurer et ajoute : Je suis entrée dans la chambre où était couché mon frère, je pense qu'il dormait; toutefois je n'en suis pas sûre.

Dame Vallée, quarante-neuf ans, sans profession, tante de l'accusée : Le 4 août, Lucien est arrivé, rentrant de son travail, vers huit heures et demie; je ne me suis pas aperçue qu'il fût ivre, je ne le crois pas; je lui ai dit d'aller chercher de l'eau pour sa mère, qui le payait pour cela. Je ne me suis pas occupé de lui; son caractère était en dessous, pas franc, je le lui ai reproché bien souvent; il était paresseux et méchant; il me redoutait peut-être un peu, mais je n'aimais pas à causer avec lui parce qu'il n'était pas franc. Je le lui ai dit il y a un an, je lui ai fait des reproches; il m'a répondu que j'étais chez lui seul, ni chez moi, ni même chez sa mère. Il a fait ce jour-là une scène violente; j'ai été pour lui donner un soufflet, je me suis retenue, mais, ce jour-là, sa mère lui a donné un soufflet à son tour; il a frappé sa mère, je ne l'ai pas vu, j'avais le dos tourné; mais sa mère a dit : « Ah! tu me frappes. »

Femme André, concierge : Maurer avait des discussions avec sa mère, il était jaloux de sa sœur et demandait de l'argent; je l'ai entendu dire, je ne le sais pas par moi-même.

Bechamber, sellier : J'ai eu Maurer pour apprenti; un jour, je lui ai envoyé chercher deux litres d'encre à 70 centimes, il en a pris à 30 centimes, il a gardé la différence. Je l'ai connu comme paresseux et pas mal menteur, il disait qu'il voudrait bien que sa vieille grand'mère fut morte, et après sa mort, il a dit qu'il en était content, que c'était une vieille garce.

L'accusé : Je n'ai pas dit cela, c'est M. Bechamber qui disait cela comme cela.

M. le président : Maurer, prenez garde, voyez l'impression que vos réponses font sur MM. les jurés.

Femme Mallet, sellière : Maurer a travaillé chez moi, il était très paresseux, sa mère s'est plainte chez moi de sa conduite, me priant de ne pas lui donner sa paie parce qu'il la dépensait et faisait des dettes à son nom.

M. Lhôte, préparateur aux Arts-et-Métiers : J'ai été commis, par M. le juge d'instruction, pour examiner la bouteille saisie dans l'affaire Maurer, et dire si elle contenait du laudanum et dans quelle proportion. Voici le résultat de mes expériences : le vin saisi renfermait une proportion notable de laudanum, qui peut être évaluée à 6 grammes environ, d'après la quantité de morphine dosée. Cette quantité pouvait assurément donner la mort.

M. Bergeron, professeur à l'Ecole de médecine, confirme la précédente déposition. (Sur interpellation) : Si on divise entre deux personnes, la quantité n'était pas suffisante pour donner la mort, et pour l'occasionner, il fallait que la même personne bût la totalité.

M. Billard a reconnu la présence du laudanum dans le verre.

M. l'avocat général Ducreux a soutenu l'accusation.

Me Sallantin, avocat, a présenté la défense.

Après le résumé de M. le président, le jury est entré dans la salle de ses délibérations; il en est sorti avec un verdict affirmatif sur toutes les questions, mitigé par des circonstances atténuantes.

En conséquence, Maurer est condamné à vingt ans de travaux forcés et dix ans de surveillance.

COUR D'ASSISES DU LOIRET

(Correspondance particulière de la *Gazette des Tribunaux.*)

Présidence de M. de Boisjolly.

Audience des 26 et 27 octobre.

ASSASSINAT. — VOL. — RECEL. — CINQ ACCUSÉS.

(Voir la *Gazette des Tribunaux* d'hier.)

M. le président procède à l'interrogatoire des accusés.

Alexandre Pitou est le premier interrogé.

D. Comment vous nommez-vous? — R. Alexandre Pitou.

D. Votre profession? — R. Carrier.

D. Vous êtes né dans la Sarthe? Vous vous êtes marié à Montmirail? — R. Oui, monsieur.

D. Depuis quand habitez-vous La Chapelle-Saint-Mesmin? — R. Depuis douze ans.

D. Vous dites que vous êtes carrier; mais vous travaillez peu, vous n'êtes point laborieux; votre femme qui est honnête et active et qui n'a jamais pu exercer sur vous une influence suffisante, l'a déclaré elle-même. Vous exercez aussi la profession de batteur en grange? — R. Oui.

D. En somme, vous vivez péniblement et vous n'avez point de ressources.

M. le président expose à MM. les jurés les circonstances qui ont précédé le crime. Beaudenuit, la victime, est venu à Orléans le samedi 14 août. Il avait pour cela plusieurs motifs. Il voulait toucher un arriéré de solde provenant de sa pension d'ancien militaire, et le montant d'un billet dont le recouvrement lui inspirait quelques inquiétudes. Il alla au marché, où une de ses brus était revendeuse; il lui acheta de la salade et des légumes pour son repas du soir et reçut d'elle, en sus, un concombre. Il fit ses courses ensuite, acheta dans le faubourg Madeleine un morceau de lard, chez un épicier, et rentra chez lui, à La Chapelle, vers sept heures. On ne l'a plus revu depuis. Mais l'autopsie a démontré qu'il a mangé une partie des légumes achetés par lui, le tantôt, et du concombre qui lui avait été offert, et qu'il a dû être tué deux heures après environ. C'est donc le samedi soir que Beaudenuit a cessé de vivre. Le vol, à n'en pas douter, a été le mobile du crime; les valeurs enfermées dans l'armoire du vieillard ont disparu, et ces valeurs ont été retrouvées entre les mains de Pitou. (A l'accusé) : Qu'avez-vous à répondre à cela? ajoute M. le président. Expliquez-vous?

Pitou : Je vais vous dire. Vous le savez aussi bien que moi. Le vendredi soir, j'ai été au moulin Blanchard chercher ma *somme* (on appelle ainsi la farine provenant de grains moulus); en revenant, ma femme m'a dit d'aller chercher ma fille, qui était en journée chez Beaudenuit et qui pourrait avoir peur. J'y suis allé après souper. J'ai regardé par la fenêtre et j'ai dit : « Viens-tu, Xandrine? » Elle m'a répondu : « Va devant, je te rattraperai. » Et elle est venue quelques instants après, portant les titres et me disant que Beaudenuit les lui avait donnés. Ce n'est pas moi qui les ai pris, et jamais personne ne pourrait prouver m'avoir vu entrer chez Beaudenuit. Je n'y ai de ma vie mis les pieds.

M. le président : Avant de vous laisser poursuivre, accusé, je dois vous faire remarquer que vous vous engagez dans une voie déplorable; vous revenez à un système que vous aviez adopté d'abord et auquel depuis, pendant l'instruction, vous aviez renoncé. Dites-nous la vérité. — R. Je ne mens pas.

D. Mais en niant tout ce qui vous concerne, ne comprenez-vous pas que vous jetez une terrible responsabilité sur votre fille, et que tous les soupçons qui pèsent sur vous peuvent retomber sur elle? — R. Je ne dis rien contre elle. Je ne suis jamais allé chez le père Beaudenuit; nulle personne n'est dans le cas de dire qu'elle m'y a vu entrer.

D. Pourquoi avez-vous dit devant le juge d'instruction que le jour où vous étiez allé chercher votre fille était le samedi? Pourquoi dites-vous aujourd'hui que c'était le vendredi? — R. Je m'étais trompé.

D. Eh bien! donc, d'après vous, c'est le vendredi soir, en sortant de la maison Beaudenuit, que votre fille vous a montré les valeurs du vieillard. Nous ferez-vous accroire qu'un père de famille qui n'a rien, qui se prétend honnête homme, puisse souffrir que sa fille reçoive, sans raison, d'un vieillard chez qui elle va en journée, une somme d'environ 8,000 francs? — R. Si j'étais le maître chez moi, oui; mais je ne le suis pas. Si ma femme et ma fille veulent aller quelque part et que je m'y oppose, elles me répondent : « Ça ne te regarde pas! »

D. Nous reviendrons sur ce point. Qu'avez-vous fait le samedi? — R. J'ai été en ville porter du foin que j'avais à vendre, avec l'âne à la mère Blanchard. A mon retour, j'ai abattu des prunes destinées à faire une tarte pour le lendemain, à l'occasion de la foire du pays. Ma fille est allée ramener l'âne au quartier de Poilly, avec la petite Godefroid, et je suis allé au-devant d'elle; nous sommes, bientôt après, rentrés ensemble.

D. Et le dimanche, où l'avez-vous passé? — R. Voilà. Ma femme avait dit, en parlant des valeurs remises à Alexandrine : « Qu'est-ce que c'est que ces papiers là? ça vaut-il quelque chose, au moins? » J'ai répondu alors que je saurais à quoi m'en tenir. Alexandrine m'a remis deux titres, et j'ai été à Saint-Péravy-la-Colombe.

D. Pourquoi ne veniez-vous pas plutôt à Orléans? — R. Je croyais que les bureaux seraient fermés.

D. Mais vous aviez bien moins de chances encore de les négocier à Saint-Péravy. Continuez.— R. A Saint-Péravy, on m'a dit d'aller chez le notaire.

D. Oui, mais auparavant vous offriez ces titres pour la somme de 100 francs. — R. Je n'y connaissais rien.

D. Oh! pardon, car quelques instants plus tard, vous ne vouliez pas les vendre à moins de 300 francs. En fin de compte, vous les avez donnés pour 280 francs à un boulanger, le sieur Maréchal-Piédallu, chez lequel vous êtes retourné le soir, prétendant qu'il vous avait donné deux billets de 5 francs pour des billets de 100 francs.— R. Je m'étais trompé; j'ai reconnu mon erreur et je me suis retiré.

D. Où êtes-vous allé? — R. A Patay. J'ai pris une voiture que j'ai payée 15 fr. Je voulais revenir vite à La Chapelle, pour assister à la fin de la fête; mais il était trop tard; je suis rentré seulement vers quatre heures du matin.

D. Et plus tard, qu'êtes-vous devenu? — R. Je suis parti pour mon tour de France.

D. Vous avez d'abord demandé de l'argent?— R. Oui, ma fille m'en a fait donner par sa mère.

D. Voyez comme votre système de défense est invraisemblable. J'admets que vous ne soyez pas coupable. Votre fille a reçu une importante donation, et vous vous empressez de la dilapider, d'entreprendre un voyage. Il eût bien mieux valu rester chez vous. — R. Ah! si j'avais su ce qui devait arriver, il est sûr que j'aurais mieux fait de rester.

D. Vous avez emporté deux nouveaux titres, et vous êtes parti pour Passy, où vous alliez chez des cousins que vous n'aviez pas vus depuis vingt ans. Qu'y avez-vous fait? — R. Nous avons mangé, bu et été promener.

D. Oui, avec Meunier, la femme Karger et un de leurs frères, malade aujourd'hui, dont la chambre des mises en accusation n'a pas cru devoir prononcer le renvoi devant la Cour d'assises. Mais votre premier soin a été de faire négocier les titres que vous aviez emportés. De Passy, vos cousins se sont rendus avec vous chez un changeur du boulevard Sébastopol? — R. Oui, mais le changeur n'a pas voulu donner d'argent; il a entendu payer à domicile. Nous l'avons emmené chez ma cousine et le lendemain nous sommes retournés chez lui. Il a versé 230 francs contre le premier titre.

D. Et le second titre? — R. Il l'a payé à sa caisse, le surlendemain.

D. Sur la première somme réalisée, vous avez donné 55 francs à votre cousine et 25 francs à chacun de vos cousins? — R. Oui, monsieur.

D. Cependant vous étiez inquiet de savoir ce qui se passait à La Chapelle. Vous avez donné à Meunier une nouvelle somme de 25 francs pour qu'il allât chercher votre livret qui devait vous servir pour voyager? — R. Oh! cela ne sert pas de grand'chose.

D. Pourquoi envoyer Meunier et ne pas y aller vous-même? — R. Je lui ai dit : « Cela te fera une distraction, tu verras ta cousine, et tu feras connaissance avec le pays. »

D. Et toujours aux frais de votre fille et sur l'argent qui lui avait été donné, d'après votre dire! Meunier est revenu. Il vous a rapporté que l'assassinat Beaudenuit faisait grand bruit et que « ça allait mal pour vous. » Et alors, pris de terreur, vous changez de vêtements et vous quittez le domicile de votre cousine en escaladant un mur!

M. le président expose qu'une enquête intelligemment conduite par la police de Paris a fait découvrir, en effet, que des agents ont vu un homme enjamber le mur de l'habitation de la femme Karger, sauter dans un jardin voisin et s'enfuir. N'ayant pas de soupçons, ils ne se sont pas autrement préoccupés de ce fait.

Pitou, avec vivacité : C'est faux, qui est-ce qui a pu dire çà? Ce sont de faux témoins! Je n'ai jamais eu de démêlés avec la police, et je pouvais bien sortir par la porte!

D. Un agent vous a vu. — R. Ce n'est pas vrai.

D. Enfin, vous êtes parti pour l'Espagne et vous vous êtes arrêté dans une ville, près de la frontière, Fontarabie. Là, vous avez chargé un nommé Etcheverry d'écrire à votre femme pour lui demander de vous envoyer de nouveaux titres. Vous la suppliez de n'y mettre aucun retard, sans quoi vous seriez trop malheureux. Vous demandez que la réponse soit transmise à Hendaye, poste restante, au nom d'Etcheverry. A peine la lettre partie, vous en faites écrire une seconde, où vous recommandez à votre femme de ne pas craindre de se déranger, de mettre sa lettre à la poste d'Orléans, ce qui vous paraît plus sûr. Mais vous ignoriez que votre femme et votre fille étaient arrêtées. Vos lettres ont été saisies, et quand vous vous êtes présenté à Hendaye, pour demander la réponse attendue, la gendarmerie vous a arrêté. Dans cette fuite, dans les précautions dont vous vous entourez, on ne peut reconnaître la conduite d'un homme qui n'a rien à se reprocher. — R. Je ne pouvais savoir ces choses-là.

D. Dans l'instruction, vous avez avoué avoir pris la fuite pour n'être pas accusé de l'assassinat. — R. Je n'ai jamais dit cela.

D. Vous persistez à dire que vous n'êtes pas coupable? — R. Non, je ne le suis pas.

M. le président, continuant l'interrogatoire de l'accusé, revient sur les faits dont il a été déjà question au début. Beaudenuit a été assassiné le samedi soir. Or, il s'est produit un incident singulier et qui, dans le principe, a quelque peu dérouté la justice. Le soir où Pitou est allé chercher sa fille chez Beaudenuit et où cette dernière avait les valeurs en mains, il a été vu par deux jeunes filles, Aline et Honorine Godefroid. Il était dix heures environ, et ces jeunes filles, connaissant les habitudes de leur voisin, se sont étonnées de le voir sortir si tard. Lors de leur premier interrogatoire, les filles Godefroy ont affirmé, de la façon la plus formelle, que cette rencontre avait eu lieu le vendredi. Pitou soutint, au contraire, que c'était le samedi, ce qui avait pour lui une conséquence beaucoup plus grave. Aline et Honorine Godefroid, interrogées de nouveau, persistèrent dans leur dire; mais de nouvelles preuves nouvelles, recueillies, leur firent reconnaître leur erreur, et, plus tard, elles déclarèrent qu'elles avaient vu Pitou sortir le samedi soir et non le vendredi, et se diriger du côté de la maison Beaudenuit. Changeant maintenant de système, Pitou reconnaît avoir parlé aux filles Godefroid le vendredi, mais non plus le samedi; s'il a dit autrement, il s'est trompé. « J'ai réfléchi », ajoute-t-il laconiquement.

Interpellé sur l'emploi de son temps dans les jours qui ont précédé le 15 août, Pitou s'embrouille quelque peu, et, poussé dans ses derniers retranchements, s'écrie : « Je ne peux pas savoir, vous êtes plus savant que moi! Si on m'a vu entrer chez Beaudenuit, je suis le plus grand scélérat de la terre,

aussi vrai que voilà de la lumière ! » poursuit-il en désignant les bougies que les huissiers viennent d'apporter.

D. Beaudenuit a été assassiné à l'aide d'un instrument contondant que nous avons tout lieu de croire être une verge de fléau, celle qui est ici parmi les pièces à conviction. Or, cette verge de fléau est à vous, vous l'avez reconnue, et elle a été retrouvée dans le puits de Beaudenuit? — R. On me l'avait volée depuis deux jours et j'ai dû en faire remettre une autre à mon manche par Pitet.

D. Avouez que la coïncidence est singulière. On trouve votre verge de fléau dans le puits de la victime; on a tué Beaudenuit pour le voler, et c'est entre vos mains que sont toutes ses valeurs. En admettant qu'un autre fût l'auteur du crime, il n'en aurait tiré aucun bénéfice, et c'est à vous qu'il aurait dérobé l'instrument destiné à assommer le malheureux Beaudenuit? — R. Vous croyez que ça ne peut pas se faire, ça?

D. Est-ce le soir où votre femme devait faire cuire le pain, que votre fille a rapporté les titres de Beaudenuit? — R. Je ne me rappelle pas.

D. Pour faire du pain, on se sert de levain et il faut le laisser sèjourner dans la pâte un certain temps. Quand êtes-vous allé chercher le levain? — R. Le vendredi matin.

D. Avant donc de savoir si la farine vous serait rendue? — R. Le levain n'aurait pas été perdu pour cela.

D. Il paraît en tout cas certain que si vous avez allumé votre four, on n'a pas cuit de pain chez vous; car le dimanche soir, pour vos invités, dont on entendra les témoignages, votre femme a dû en acheter chez le boulanger.

M. l'avocat général Bayeux cherche à faire préciser à l'accusé les jour et heure où il est sorti pour acheter le levain et rapporter la farine du moulin Blanchard. L'accusé renouvelle ses précédentes et peu claires déclarations.

D. Vous avez été deux jours de suite au-devant d'Alexandrine, votre fille. A quelle heure êtes-vous rentré?— R. Je ne sais pas, je n'ai pas fait attention. Il devait être vers les neuf heures.

D. Mais les filles Godefroy vous on vu à dix heures. — R. Ce n'est pas vrai.

D. Le témoin Deparday vous dira qu'il vous a vu aussi vers la même heure. — R. Ce n'est pas vrai.

M. le président : Avant de terminer votre interrogatoire, j'insiste de nouveau sur ce point que vous auriez dû vous étonner et même vous indigner de la prétendue donation faite par Beaudenuit à votre fille. Comment vous expliquez-vous l'abandon d'une aussi forte somme? — R. Parce qu'elle lui était utile et que personne ne voulait aller chez lui.

D. Ah! et pourquoi donc? (Silence de l'accusé.) C'est parce que quelques propos circulaient sur...

L'accusé, vivement : Oui, monsieur.

D. Eh bien ! avec la réputation qu'avait le père Beaudenuit, n'avez-vous pas pu penser tout de suite que votre fille avait acquis ces valeurs au prix de son déshonneur? — R. On n'a pas de l'esprit comme vous.

Pendant son interrogatoire, qui n'a pas duré moins de deux heures, Pitou, auquel M. le président avait donné l'autorisation de rester assis, s'est fréquemment levé. Il s'exprimait avec vivacité et passait souvent son mouchoir dans ses cheveux, comme pour les éponger.

L'audience est levée à six heures quarante minutes.

Audience du 27 octobre.

L'affluence paraît aujourd'hui un peu moins considérable que la veille.

L'audience est ouverte à dix heures trois quarts.

Les gendarmes amènent un seul accusé, Alexandre Pitou.

M. le président : Pitou, vous avez, dans votre interrogatoire d'hier, complétement modifié votre système de défense. Persistez-vous dans ce que vous avez dit en dernier lieu? — R. Oui.

M. l'avocat général relève les réponses faites par l'accusé pendant l'instruction et qui sont en contradiction absolue avec ses dernières déclarations. Il en résulte qu'Alexandrine est allée le samedi soir chez Beaudenuit, et que c'est ce soir-là qu'elle a rapporté les valeurs ; cela résulte encore d'un interrogatoire subi le 5 octobre courant. La lecture de ces documents est longue; elle est suivie avec attention par l'accusé.

M. le président, à l'accusé : Ainsi, Pitou, vous avez déclaré toujours, avant votre interrogatoire d'hier, que c'était le samedi soir que votre fille avait rapporté les valeurs de chez Beaudenuit, et c'est ce soir-là que le vieillard a été assassiné. Que prétendez-vous aujourd'hui ? — R. Je tiens pour dit ce que j'ai dit.

D. Mais qu'est-ce encore que vous tenez pour dit, vos premières ou vos dernières déclarations? — R. Ce que M. l'avocat général a lu.

L'accusé alors reconnaît que c'est le samedi, après son retour de la ville, qu'il a été au-devant d'Alexandrine ; que ce soir là, Alexandrine a rapporté les valeurs de chez Baudenuit, chez lequel il y avait de la lumière.

D. A quelle heure, cela? — R. Je ne sais pas, dix heures environ.

D. Mais, vous aviez dit neuf heures, hier ?— R. Je ne me rappelle pas,

M. le président : MM. les jurés apprécieront.

Me Johanet demande qu'on pose à son client la question de savoir s'il a battu le soir dans sa grange, ou s'il a abattu des prunes ? — R. Je ne sais pas ; j'ai abattu des prunes, et je me suis occupé d'un nourrisson que nous avions à la maison.

INTERROGATOIRE D'ALEXANDRINE PITOU.

M. le président fait retirer Pitou et amener sa fille.

D. Vous avez seize ans passés ? — R. Oui.

D. Vous allez en journée ? — R. Oui.

D. Depuis quand ? — R. Un an environ.

D. Vous gagniez 50 centimes ? — R. Oui.

D. Vous alliez chez Beaudenuit ? — R. Oui.

D. Vous y mangiez, vous faisiez son ménage ? — R. Oui.

D. Vous faisait-il des cadeaux ? — R. Oui.

D. Comment, oui ! vous l'avez nié jusqu'ici. — R. Il m'a donné 100 francs.

D. A quelle époque ? — R. Trois semaines avant sa mort.

D. Comment se fait-il alors que trois semaines après, il vous donnât une grosse somme encore ? — R. Il me l'avait promise depuis longtemps.

D. Combien vous avait-il promis ? — R. 10,000 francs.

D. Mais c'était toute sa fortune ! Vous nous porteriez à croire alors que Beaudenuit avait un but, mais tout dément que jamais des relations aient existé entre lui et vous. — R. Jamais !

D. Mais quel motif avait-il donc ? — R. Je ne sais pas ; il m'a donné son argent en me disant de n'en pas parler à mes parents.

D. Vous avez dit dans l'instruction d'abord que vous n'êtes pas retournée chez Beaudenuit après le mercredi 11 août ? — R. Si, j'y suis allée le vendredi.

D. A quelle heure êtes-vous allée chez Beaudenuit le vendredi soir ? — R. Vers sept heures et demie.

D. Qu'alliez-vous faire ? — R. Faire son lit.

D. Mais vous n'y alliez pas d'habitude ? — R. Il me l'avait dit le matin.

D. A quelle heure êtes-vous rentrée chez vous ? — R. A neuf heures.

D. Votre père lui-même et les témoins vous démentiront sur le jour et sur l'heure. Ainsi, Beaudenuit vous a donné ses billets ? — R. Oui, monsieur.

D. Qu'est-ce qu'il vous a dit ? — R. Tiens, prends cela, mais n'en dis rien à tes parents.

D. Mais vous, vous en avez parlé. Qu'a dit votre mère ? — R. Rien.

D. Quand les a-t-on cachés ? — R. Le samedi.

D. Mais non, c'est le dimanche matin ? — R. Non.

D. Qui a donné les deux titres à votre père, vous ou votre mère ? — R. C'est maman qui a été ouvrir la cachette toute seule et qui a donné les valeurs.

D. Vous êtes démentie sur ce point par votre père, votre mère et par vos propres déclarations pendant l'interrogatoire.

M. l'avocat général donne lecture de deux pièces de l'instruction qui établissent les contradictions.

M. le président : Qu'avez-vous fait le samedi soir ? — R. J'ai été conduire l'âne à la mère Blanchard, aussitôt que mes parents sont revenus d'Orléans.

D. Qu'avez-vous fait chez la mère Blanchard ? — R. Rien, je suis revenue.

D. Vous n'êtes pas entrée chez Beaudenuit ? — R. Non, il n'y avait pas de lumière, et la porte était fermée.

D. Vous êtes rentrée ? — R. Oui, monsieur, chez moi.

D. Comment, alors, le témoin Deparday vous a-t-il vue dehors, vers dix heures ou dix heures et demie ? — R. Il se trompe.

D. Mais votre père l'avoue maintenant. — R. Il se trompe aussi.

L'accusée continue à dire qu'elle a reçu les valeurs le vendredi et qu'elle n'est point allée le samedi chez Beaudenuit.

INTERROGATOIRE DE LA FEMME PITOU.

D. Vous avez eu bien des fois à vous plaindre de votre mari ? — R. Quelquefois, pour des choses insignifiantes, mais je ne peux pas dire qu'il ait jamais fait du mal.

D. Vous l'avez qualifié de fainéant ? — R. Il était malade des deux jambes, il avait les jambes « pourries. »

D. Il était violent ? — R. Il ne m'a jamais battue.

D. Vous savez que votre mari est accusé d'assassinat ? — R. C'est faux.

D. Votre fille vous a apporté une liasse de valeurs ? — R. Oui, le vendredi soir.

D. Le samedi ? — R. Non, non, le vendredi !

D. Comment pouviez-vous, vous mère de famille, envoyer votre fille courir le soir dans la campagne, et aller faire le lit d'un vieillard seul ? — R. Je n'y voyais pas de mal. Personne ne voulait plus aller chez lui. Il avait réclamé Alexandrine.

La femme Pitou s'exprime avec une extrême volubilité ; elle explique l'emploi du temps de son mari, le vendredi ; d'après elle, il a été chercher sa « somme » de farine ; puis elle l'a envoyé au-devant d'Alexandrine qui était allée conduire l'âne.

D. Votre fille et votre mari ont soupé ? — R. Comme à l'ordinaire ; moi, j'étais au lit.

D. Mais on vous a donné les titres ? — R. Je ne les ai seulement pas vus ; je ne connais rien à cela. Je les ai cachés après, sur l'ordre de mon mari.

D. Mais votre fille en a donné deux à votre mari ? — R. C'est moi; il n'y avait que moi qui savais où ils étaient.

D. Vous n'avez pas trouvé singulière cette donation ? — R. Non. Beaudenuit lui avait déjà donné 100 francs pour « être en cérémonie » (allusion à un baptême où Alexandrine fut marraine).

D. Mais pourquoi les cachiez-vous ? — R. Mon mari me l'a dit ; je n'en ai pas pensé davantage.

L'accusée, avec force protestations, invoquant le Christ et jurant qu'elle dit la vérité, affirme que les valeurs ont été apportées à la maison le vendredi 13 août.

M. le président lui objecte les nombreuses versions auxquelles elle a eu recours pendant l'instruction. Elle déclare qu'elle s'est trompée, si elle a dit le samedi : c'était le vendredi.

La femme Pitou nie énergiquement avoir jamais laissé entendre que son mari pût être coupable de commettre un crime. D'ailleurs, si Pitou avait été le meurtrier, elle aurait trouvé des taches de sang sur ses vêtements.

D. Mais précisément, vous avez lavé un pantalon, ainsi qu'une blouse, à laquelle vous avez remplacé un morceau. Cela se passait le 18 août, trois jours après le crime. Cependant, l'accusation ne pouvait s'appuyer sur ces deux faits; il serait plutôt supposable que vous avez allumé votre four pour y brûler les vêtements tachés de sang et entre autres le pantalon qu'on n'a pas retrouvé. — R. Je n'ai vu de sang sur aucun des vêtements de mon mari.

D. Votre mari est parti huit jours après le 15 août. — R. Il est allé à Bourges, à ce qu'il m'a dit.

D. Mais il était à Paris. Et il vous a envoyé votre cousin chercher son livret. Meunier vous a demandé des valeurs. Vous en avez refusé; mais que vous a-t-il dit de votre mari ? — R. Rien.

D. C'est bien étonnant ! Il vous a demandé le livret et vous le lui avez cousu dans la poche de son paletot. — R. Non, ce n'est pas moi, je le lui ai mis seulement dans la main.

D. Et vous n'avez pas été surprise que votre cousin sût que vous aviez des valeurs ? Pitou lui en avait donc parlé ? — R. Je ne sais pas.

D. Mais enfin vous avez eu une conversation avec Meunier, à la suite de laquelle ce dernier, à son arrivée à Paris, a dit à Pitou que « ça allait mal. » — R. Nous n'avons rien dit de cela. Je n'ai rien fait transmettre à mon mari.

D. Plus tard, la femme Karger est venue vous demander des titres. Vous lui en avez remis deux, d'une valeur de 450 francs. Pourquoi les lui avez-vous donnés ? Etait-ce à titre de don ou de prêt? — R. Je ne sais pas.

D. Voilà une femme que vous ne connaissiez pas, qui reste une heure seulement chez vous, et vous vous prenez d'une affection si subite pour elle que vous lui donnez 450 francs. — R. J'avais perdu la tête!

INTERROGATOIRE DE LOUIS MEUNIER.

D. Vous êtes marié ? — R. Oui, monsieur.

D. Mais vous n'habitez pas avec votre femme ? — R. Si, monsieur.

D. La police de Paris constate le contraire ? — R. Ma femme m'a quitté parce que ma fille était enceinte, et que j'ai menacé de la faire mettre au refuge. Elle est alors partie pour Tours avec sa fille.

D. Vous habitez avec votre sœur ? — R. Oui.

D. Quand Pitou est-il arrivé chez vous ? — R. Un dimanche. Il a offert à boire. Pitou a envoyé changer un billet de 100 francs. Le soir, nous avons dîné ensemble. Le lendemain, Pitou a parlé d'un titre à vendre.

L'accusé raconte les pas et démarches faits dans ce but, et que le lecteur connaît déjà.

Meunier passe ensuite au récit de son voyage à La Chapelle. Il n'y est resté que quatre heures. C'est la femme Pitou qui lui a dit qu'on soupçonnait fortement Alexandre d'être l'auteur du vol et que ça n'allait pas bien pour lui.

D. Et vous avez réclamé des valeurs ? — R. Non, monsieur, cela n'est pas.

D. Mais plus tard, votre sœur a été à La Chapelle ; elle en a rapporté deux titres. C'est vous qui les avez négociés, et vous avez retenu 45 francs sur la somme de 445 francs. — R. A cette époque, je n'habitais plus avec ma sœur et j'ignorais d'où venaient ces titres.

INTERROGATOIRE DE LA FEMME KARGER.

D. Vous êtes une ancienne fille soumise. Vous avez été condamnée à trois mois de prison pour vol et poursuivie une autre fois pour escroquerie. Ce que votre frère Meunier a dit est-il vrai ? — R. J'ai vu mon cousin Pitou; nous avons passé plusieurs jours ensemble. Je l'ai accompagné chez le changeur avec mes deux frères.

D. Vous êtes allée à La Chapelle ; pourquoi ? — R. Pour aller mener la fille de mon frère malade, que je ne pouvais garder à ma charge.

D. Oui, vous êtes allée pour intimider la femme Pitou et lui soutirer de l'argent ? — R. La femme Pitou m'a remis deux titres pour qu'on lui change ; je devais lui rendre l'argent quand je reviendrais chercher l'enfant.

D. Mais, vous avez donné 45 fr. à votre frère ? — R. Non, c'est lui qui les a gardés.

(Meunier nie ce fait.)

D. (A la femme Pitou) : Eh bien ! vous entendez ce que dit votre cousine : elle ne vous a rien demandé, dit-elle ? — R. Si, monsieur, c'est elle qui me les a réclamées et je les lui ai donnés.

M. l'avocat général, à la femme Kargère : Pourquoi avez-vous fait des dépenses insolites avec cet argent ? Vous avez acheté toutes sortes d'objets, une pipe d'écume, entre autres. — R. J'avais de l'argent à moi.

D. Vous l'aviez dit auparavant. Maintenant, vous avouez avoir reçu de l'argent de la femme Pitou ? — R. Oui, monsieur.

A une heure et demie, l'audience est suspendue pendant dix minutes.

A la reprise de l'audience, il est procédé à l'audition des témoins.

Eugène Tiercelin-Beaudenuit, gendre de la victime, vigneron à La Chapelle-Saint-Mesmin, quartier de la Maison-Rouge, est introduit.

Le témoin déclare qu'il a vu son beau-père la dernière fois le vendredi 13 août, entre midi et deux heures ; il passait dans la rue dite le Grand-Chemin et allait travailler dans sa vigne.

Le 17, étonné de ne l'avoir pas vu depuis plus de trois jours, il alla à sa maison et regarda d'abord par la fenêtre. Il ne vit rien. Il entra alors dans la chambre et un affreux spectacle frappa ses yeux. Le cadavre de Beaudenuit gisait à terre dans une large mare de sang. Au bas du lit et à la tête du cadavre était une petite chaise renversée sur laquelle se trouvait le pantalon. Des gouttes de sang se remarquaient sur le sol, depuis ce lit jusqu'à un second lit qui est en face, à droite de la cheminée. Ce dernier n'était pas défait; le sang avait jailli sur les parties de la couverture et du drap pendant du côté de la cheminée.

D'autres taches se trouvaient encore sur le sol, entre ce second lit séparé de la cheminée par une horloge comtoise et le troisième lit placé en face de la porte d'entrée. Une autre chaise était renversée le long du second lit, au pied du cadavre. Le troisième lit portait des taches de sang, ainsi que la paille d'une chaise. Entre les deux lits du fond de la pièce, buffet à tiroirs avec vaisselier ; une grande armoire à deux battants était placée auprès de la porte, entre cette porte et le troisième lit qui est en face. C'est dans le tiroir du côté droit de l'armoire qu'étaient les valeurs.

La maison du père Beaudenuit est contiguë à celle du témoin Eugène Thiercelin. Ce dernier connaissait donc les habitudes du vieillard. Il faisait chaque jour son dernier repas entre sept heures et demie et huit heures ; il vivait avec la plus grande frugalité ; son souper, toujours froid, se composait de fromage et de quelques légumes. Il se couchait avec la fin du jour, n'aimant pas à se servir de lumière. Le 14 août, Beaudenuit a donc dû se coucher vers huit heures et demie.

Sur interpellation, le témoin déclare que la porte de Beaudenuit était rarement fermée; la clef de la serrure était perdue depuis quelques jours seulement ; il n'y avait plus qu'un verrou intérieur.

M. Vigneron, maire de La Chapelle, dépose que, le 17 août, le sieur Joseph Beaudenuit vint le prévenir que son beau-frère, Eugène Thiercelin, venait de trouver le père Beaudenuit mort dans sa chambre, étendu dans une mare de sang. Pendant les premiers jours, on crut dans la commune que l'assassinat pouvait avoir été commis par un étranger venu à propos de la fête de l'Assomption ; cependant, quelques personnes prononçaient déjà le nom de Pitou. Pendant qu'on apprenait que Pitou avait cherché à négocier ses titres à Saint-Péravy, M. le maire, continuant son enquête, savait par Pitet, un bourrelier, que l'accusé se plaignait d'avoir été volé d'une verge de fléau et qu'il lui en avait fait mettre une autre.

Prié de donner des renseignements sur Pitou, M. le maire dit qu'il était paresseux, qu'il a été appelé plusieurs fois par la femme Pitou, qui se plaignait de sévices. Pitou s'est, à diverses reprises, absenté pendant des mois entiers ; on l'accusait de maraudage et de vols de lapins. La fille Pitou, étant enfant, s'est rendue, à l'école, coupable de plusieurs petits vols au préjudice de ses camarades.

M. le maire ajoute que, le jour de l'ensevelissement de Beaudenuit, Alexandrine Pitou, revenant avec plusieurs personnes d'un baptême à Huisseau-sur-Mauves, se serait détournée pour aller voir le cadavre et aurait dit : « Ce pauvre Beaudenuit, comme il est changé ! Et moi qui lui avais promis des dragées! »

La *fille Pitou*, interrogée, nie ce propos que M. le maire, du reste, n'a pas entendu lui-même et qui a été rapporté dans sa commune.

M. le président : Nous entendrons les témoins.

Mlle Virginie Cribier, institutrice à La Chapelle-Saint-Mesmin, a eu la fille Alexandrine dans sa classe. C'était une enfant dont les instincts étaient mauvais : elle volait sans cesse ses compagnes, leur prenait des provisions diverses; elle a été prise trois fois en flagrant délit.

Beaudenuit (Marie-Augustine), femme Thiercelin, est la fille de la victime. Elle raconte qu'inquiète de ne pas avoir vu son père depuis quelques jours, elle a envoyé son mari, et que celui-ci est revenu en disant qu'il avait trouvé le vieillard « tout sanglant dans son sang » et qu'elle « n'avait plus de père. » Le témoin confirme les renseignements donnés par son mari.

La femme *Thiercelin* confirme le propos rapporté par M. le maire relativement aux paroles d'Alexandrine en face du cadavre, quand elle revenait de son parrainage.

Pitou (Alexandrine) nie.

Le témoin : Mon Dieu ! est-il possible de mentir comme ça. Tu n'y étais pas? Tu mens, tu mens !

M. le docteur *d'Olier*, qui a accompagné M. le juge d'instruction et qui a fait l'autopsie du cadavre, est entendu.

Quand le docteur a procédé à l'autopsie, dit-il, la rigidité cadavérique etait extrême. La décomposition putride commençait à se manifester à la tête et à la face.

La tête présentait au front deux grandes plaies contuses de 4 centimètres, allant jusqu'à l'os complétement dénudé ; au-dessus du sourcil gauche, une autre plaie contuse, de 2 centimètres; au temporal, au-dessous et en arrière de l'oreille droite, le cuir chevelu était tout contusionné. Au menton, deux plaies; la peau et les tissus sous-jacents étaient déchirés. Sous le nez et à la joue gauche, deux autres plaies de forme circulaire et demi-circulaire. De plus, chaque joue était criblée de tant de contusions que les chairs étaient meurtries, écrasées, et les os de la mâchoire inférieure fracturés. La bouche était pleine de sang.

D'après l'inspection des aliments dans l'estomac et l'état du cadavre, la mort devait remonter au dimanche soir. L'instrument du crime a été contondant, dans le genre d'un morceau de bois.

M. le docteur d'Olier, auquel on a représenté la verge de fléau appartenant à Pitou, déclare que les blessures ont parfaitement pu être faites par cet instrument. Il ne peut affirmer qu'il y a du sang dessus; les taches qui le couvrent ne peuvent être expliquées scientifiquement, le long séjour de cet instrument dans l'eau du puits ayant fait disparaître les globules de sang.

On croit que le verdict du jury ne sera rendu que dans la soirée de demain.

JURY D'EXPROPRIATION.

Présidence de M. Taillefer, magistrat directeur du jury.

Session d'octobre.

ÉLARGISSEMENT DES RUES DU FOUR-SAINT-GERMAIN ET DU VIEUX-COLOMBIER.

(Voir la *Gazette des Tribunaux* d'hier.)

La rue du Vieux-Colombier doit sa dénomination à un colombier que les religieux de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés avaient fait construire le long de cette voie publique; on l'a appelée aussi Cassel, parce qu'elle conduisait à l'hôtel Cassel. La partie comprise entre les rues Férou et du Pot de fer a pris d'un puits public le nom de rue du Puits-Mauconseil.

Plusieurs établissements religieux, sans compter le séminaire de Saint-Sulpice, que son éloignement de l'opération actuelle nous permet de laisser aujourd'hui de côté, étaient installés rue du Vieux-Colombier. On y trouvait les filles de Notre-Dame de la Miséricorde, dont le couvent a disparu entièrement dans les travaux de percement de la rue de Rennes. Ces religieuses avaient été instituées à Aix par la fille d'un soldat, la mère Madeleine Martin, en religion Madeleine de la Trinité, et par un prêtre de l'Oratoire, Antoine Ivan, son directeur; elles se consacraient à l'éducation et à l'entretien de pauvres filles nobles. Leur première bienfaitrice, la veuve de Barthélemy, leur fit don de meubles et pourvut à leur subsistance.

Cette fondation ayant réussi à Aix, le prêtre Ivan fit l'acquisition d'un grand jardin; on commença à y bâtir un monastère, mais le cardinal Sainte-Cécile, archevêque d'Aix, s'opposa à la continuation des travaux. La mère Madeleine parvint, toutefois, à le fléchir et il devint même un zélé protecteur de cette maison. Dans ses lettres patentes d'approbation, en date du 13 novembre 1639, l'archevêque de Paris leur donna la règle de Saint-Augustin; une bulle du pape Urbain VIII, datée du 3 juillet 1642, et une seconde bulle signée par Innocent X, le 2 avril 1872, confirmèrent leur existence légale. D'autres couvents de cet ordre ne tardèrent pas à s'établir à Avignon et à Marseille; la reine Anne d'Autriche ayant entendu parler de la mère Madeleine, voulut l'attirer à Paris et s'adressa, à cet effet, au cardinal Sainte-Cécile qui refusa tout net, il fallut un ordre de la cour pour vaincre cette résistance. Malheureusement la supérieure des filles de la Miséricorde arriva à Paris avec trois de ses religieuses, la veille du jour où Anne d'Autriche s'éloignait et laissait la capitale en butte aux troubles de la guerre civile. La mère Madeleine resta toutefois à Paris, soutenue tour à tour par la charité de Mme de Boutteville et de la duchesse d'Aiguillon, elle eut à traverser de rudes épreuves avant d'obtenir le consentement de l'abbé de Saint-Germain-des-Prés et de devenir propriétaire de la maison Bobierre, moyennant 50,000 livres que payèrent les premiers protecteurs de cet établissement. Le 3 novembre 1641, le vicaire général de Saint-Germain-des-Prés, Dom Placide Roussel, bénit la chapelle du couvent. Le prêtre Ivan mourut d'apoplexie dans la sacristie, le 8 octobre 1653, il fut enterré dans le chœur; Anne d'Autriche assista à son oraison funèbre. Ce monastère subsista jusqu'en 1790 ; il fut supprimé par décret d'abolition de l'Assemblée nationale et les bâtiments vendus, le 8 thermidor an IV, furent quelques années occupés par une loge de francs-maçons.

Les filles de Saint-Joseph ou de la Providence descendirent, à leur arrivée de Bordeaux à Paris, rue du Vieux-Colombier, chez le conseiller au Parlement Gontier, qui leur loua sa maison moyennant 1,600 livres. La première année, ces religieuses étaient si pauvres qu'on leur refusait la viande de boucherie à crédit et qu'elles se trouvaient réduites à se servir des restes de quelques maisons particulières, « à espressir l'eau de la marmite seulement des os décharnés qui avaient déjà servi à de meilleures cuisines. » Ce misérable état dura peu, car, dès l'année 1640, elles quittaient la rue du Vieux-Colombier pour venir se fixer rue Saint-Dominique, dans une maison qu'elles payaient 12,000 livres.

Les orphelines de Saint-Sulpice ou de la Mère-de-Dieu étaient établies sur l'emplacement occupé par la rue de Rennes, côté gauche de la rue du Vieux-Colombier. Cette maison avait été fondée en 1680 par le curé de Saint-Sulpice, M. Raguier de Poussé. On y recevait les enfants au maillot de l'un et de l'autre sexe ; il fallait, pour y être admis, que les père et mère fussent mariés et que les enfants eussent été baptisés à Saint-Sulpice. Ces enfants restaient dans la maison jusqu'à ce qu'ils pussent être placés en apprentissage. Le curé désignait spécialement pour surveiller ce couvent un prêtre de la paroisse, membre du bureau d'administration. Les religieuses ne prononçaient pas de vœux; la chapelle était sous le titre de l'Annonciation. Le Parlement crut devoir, à raison de son utilité, confirmer cette fondation, par arrêt du 24 mars 1679. L'établissement, supprimé en 1790, fut plus tard occupé par des sœurs de charité. Une partie a été disposée en caserne pour le service des sapeurs-pompiers depuis 1813.

Les Bénédictines de Notre-Dame-de-Liesse, chassées de Rhetel par les gens de guerre, vinrent s'installer à Paris, rue du Vieux-Colombier, en 1636; elles y occupèrent huit ans, à titre provisoire, un immeuble de cette rue, avant d'aller prendre possession du jardin d'Olivet et de ses dépendances (aujourd'hui hôpital Necker).

La rue du Vieux-Colombier avait autrefois, soit comme propriétaires, soit comme locataires, des personnages illustres, des auteurs et artistes célèbres.

Pierre de Marca, évêque de Coseroux en 1651, archevêque de Toulouse en 1653, désigné le 26 février 1662 à l'archevêché de Paris pour succéder au cardinal de Retz, avait son hôtel dans cette rue ; il y mourut le 30 juin 1662. Les registres de Saint-Sulpice portaient à cette date la mention suivante :

Le 30 juin 1662, a esté apporté en carrosse à l'église Nostre-Dame le corps de feu Monseigneur illustrissime et révérendissime père en Dieu, Mre Pierre de Marca, archevêque de Tholoze, et désigné à l'archevêché de Paris, près rue du Vieux-Colombier.

Les allures quelque peu aristocratiques du n° 24 le désignent comme ayant servi d'hôtel, de 1736 à 1756, au petit-fils du contrôleur général des finan-

ces, puis ministre de la guerre, Chamillart, qui dut surtout, dit-on, sa haute fortune à ses talents de joueur de billard. Son petit-fils s'appelait Louis-Michel, portait le titre de comte de la Suze, il signait Chamillart de la Suze ; il était grand maréchal des logis de la maison du roi et maistre de camp d'un régiment de dragons.

Les débris d'architecture qu'on voit encore au n° 26 sont les restes d'un petit hôtel dont les propriétaires ont été tour à tour Bruno de Baraudière de la Chaussée et dame Marie-Anne-Augustine de la Vieuville ; Charles de la Vieuville, officier de cavalerie ; Jean-Baptiste-Paulin Daguesseau-Defresne et dame Gabrielle de la Vieuville ; dame de Boissy née d'Aligre, épouse de Charles-Louis Josselin de Rohan de Chabot de Léon ; Michel-Marie de Pommereu ; Augustin-Pierre d'Aubusson de La Feuillade ; de Préaulx ; Rouillé de Boissy, ancien pair de France, conseiller de l'Echiquier, conseiller général du Cher ; Claude d'Aligre de Pommereu.

Boileau a habité rue du Vieux-Colombier, Tilon du Tillet nous l'apprend dans son ouvrage le *Parnasse français* ; était-ce dans une maison qui appartenait à quelqu'un de ses parents, comme le pense M. Edouard Fournier, parce qu'il a trouvé en 1781, rue du Vieux-Colombier, un arrière-neveu du satirique M. Gin, traducteur de Pindare, de l'*Iliade* et de l'*Odyssée*, conseiller au Grand Conseil, cela est fort probable, et nous ajouterons pour corroborer cette opinion que M. Gin y demeurait avec son jeune frère, qui se faisait appeler Gin de Dossery, et était comme son aîné, depuis 1780, conseiller au Grand-Conseil, et qu'on les y retrouve tous deux en 1782 et 1790. Chez Boileau se réunissaient dès 1659, trois fois la semaine, Racine, Molière, La Fontaine et Chapelle. Après le souper pique-nique, on causait librement de toutes les questions de littérature à l'ordre du jour, on lisait les productions nouvelles et les critiques n'étaient pas ménagées, surtout aux œuvres des amis présents. Boileau avait imaginé une singulière pénitence pour tout membre de la réunion qui commettait une faute contre le bon goût, c'était la lecture forcée de vingt vers de la *Pucelle* de Chapelain, lourd in-folio placé sur le milieu de la table autour de laquelle on était assis, et qui contenait :

De méchants vers, douze fois douze cents.

Louis Racine rapporte que la décision qui obligeait à lire une page entière était assimilée à un arrêt de mort.

Le petit appartement de la rue du Vieux-Colombier ne permettait pas à Boileau de se livrer à son jeu favori, le jeu des quilles. « Il y excellait, raconte ailleurs Louis Racine, et je l'ai vu souvent abattre les neuf quilles d'un seul coup ; » Boileau lui-même tirait vanité de cette adresse et disait : « Il faut avouer que j'ai deux grands talents, aussi utiles l'un que l'autre, l'un de bien jouer aux quilles et l'autre de bien faire des vers. »

L'auteur de *Gil-Blas*, René Lesage, demeurait rue du Vieux-Colombier, lorsqu'en 1694 il épousait sa voisine, fille d'un bourgeois de Paris, André Huyard.

Parmi les artistes qui y ont habité, nous citerons l'académicien peintre du roi Le Nain ; il était, comme les Filles de la Miséricorde, locataire dans une des maisons de Bobierre ; la mort l'y surprit en 1648.

La famille Plate Montagne, ou Montaigne, a prouvé que tous les artistes ne méritaient pas le reproche d'être nomades et d'aimer le changement. Mathieu de Plate-Montagne, élève de Philippe de Champaigne, naturalisé Français et plus tard admis à l'Académie, habitait rue du Vieux-Colombier. Il y mourait. Son fils Nicolas, académicien aussi, décédait dans la même maison, à soixante-quinze ans, le 25 décembre 1706 ; son petit-fils y mourait également, le 18 octobre 1736, ainsi que sa petite-fille, le 16 février 1765. Près d'eux habitait, chez M. Brisard, abbé de Saint-Prix, le peintre flamand Wleughels, qui joignit au titre d'ami celui de gendre de Mathieu Plate Montagne.

Nous trouvons encore installés rue du Vieux-Colombier : en 1753, Jassaud, conseiller honoraire au Parlement de Paris, et le trésorier de France honoraire Huby, au coin de la rue Neuve-Guillemin ; en 1781, le commandeur de l'Ordre du Saint-Esprit comte de la Roche-Aymon, non loin des frères Gin et de Du Pré, tous trois conseillers au Grand Conseil ; en 1790, le marquis d'Elvemont, le comte et la comtesse de Balincourt, M. et Mme de Frémont et la baronne d'Hauteville.

L'église et l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés possédaient, jusqu'à la Révolution, des maisons rue du Vieux-Colombier. Elles furent vendues à des particuliers, comme propriétés nationales, en 1790.

Les bureaux de la mairie du onzième arrondissement occupaient l'immeuble portant le n° 29, en 1812.

Voici, pour les propriétés atteintes qui n'ont pas fait l'objet d'un traité amiable, le tableau des offres, demandes et allocations :

Situation des immeubles.		Offres.	Demandes.	Allocat.
Rue du Vieux-Colombier,	32,	60.000	96.000	80.000
Id.	28,	40.000	80.000	65.000

Les locataires commerçants et autres industriels ont obtenu les allocations suivantes :

Professions et situation de l'immeuble.	Durée du bail. Ans.	Mois.	Offres. —	Demande. —	Allocat. —
Un charbonnier, rue du Vieux-Colombier, 32,	4	3	4.000	30.200	12.000
Un march. de vin, id., 30,	6	3	6.700	35.280	15.000
Un cordonnier, principal locataire, id.,	6	3	4.500	34.500	12.000
Un teinturier, id., 24,	6	»	3.500	30.153 02	18.000
Un menuisier, id.,	11	»	6.000	49.400	20.000

Dans toutes les affaires soumises au jury de cette session, les intérêts de la ville de Paris ont été soutenus par Me Picard, avocat, assisté de Me Maurice Picard, avoué. Ont plaidé pour les expropriés : Mes Gatineau, Desmarest, Henry Celliez, Lecointe, Trolley de Roques, Gauneval, Le Brasseur, Forest, Boucly, Porché, Caubert, de la Chauvinière, de l'Etoile, Droz, Bertrand Taillet, Helbronner et Boyer, avocats.

TIRAGE DU JURY.

Voici la liste des jurés désignés par le sort pour les assises de la Seine qui s'ouvriront à Paris, le 4 novembre 1875, sous la présidence de M. le conseiller Desmaze :

Jurés titulaires : MM. Peigné, corroyeur, rue d'Arcueil, 19, à Gentilly. — Boudet, propriétaire, rue Lecourbe, 100. — Dupré, caissier, rue Sainte-Sophie, à Asnières. — Dard, chef de personnel, rue Saint-Lazare, 94. — Valette, colonel inspecteur du chemin de fer (contrôle de l'Etat), boulevard Latour-Maubourg, 56. — Cadot, cultivateur, rue du Parc, 6, à Fontenay-sous-Bois. — Larroze, bijoutier, rue Saint-Martin, 259. — Bazin, marchand de meubles, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 6. — Delhaye, propriétaire, rue Jessaint, 19. — Leclerc, charron, boulevard de la Villette, 156. — Le Blanc, constructeur-mécanicien, rue du Rendez Vous, 26. — Rouillard, chef de section à la guerre, rue de Grenelle, 82. — Lambert des Cilleuls, chef de bureau à l'instruction publique, rue des Feuillantines, 86. — Chardon, imprimeur en taille douce, sentier des Coudrais, à Sceaux. — Dos, patron mégissier, rue Pascal, 81. — Mouzet, patron brasseur, rue Saint-Dominique, 176. — Compoint, propriétaire, Grande-Rue, 45, à Boulogne. — Mocquot, courtier juré, quai du Port-à-l'Anglais (Ivry). — Nalis, pharmacien, rue du Temple, 118. — Roger, marchand épicier, rue de Paris, 101, à Clichy. — Dyvrande, propriétaire, rue Boissy-d'Anglas, 30. — Fouquet, propriétaire, rue Rébeval, 27. — Rousseville, potier d'étain, rue Charlot, 62. — Arbelot, négociant, rue Vivienne, 16. — Thiou, pharmacien, rue du Château-d'Eau, 20. — Chandon, propriétaire, rue Pajol, 35. — Cazelle, avocat, rue de Rivoli, 16. — Borel, rentier, rue Béranger, 25. — Lecouteux, propriétaire, à Drancy. — Camévé, artiste sculpteur, rue Magnan, 2. — Lanéry, marchand de vins en gros, boulevard Saint-Vincent-de-Paul, 75, à Clichy. — Caperon, droguiste, rue François-Miron, 68. — Boissier, professeur, rue des Feuillantines, 93. — Dubray, boulanger, rue des Portes-Blanches, 20 bis. — Guyot, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, rue Coëtlogon, 1. — Arrault, conducteur des ponts et chaussées, rue Couesnon, 17.

Jurés suppléants : MM. Prud'homme, facteur d'instruments, rue de la Glacière, 194. — Bouin, chef de division à l'instruction publique, rue de Grenelle, 123. — Béglet, rentier, boulevard Malesherbes, 42. — Saison, pharmacien, boulevard Voltaire, 34.

CHRONIQUE

PARIS, 28 OCTOBRE.

Il existe à Robinson un nommé Monnereau, qui est débitant de boissons. Ce personnage, à ce qu'il paraît, ne se trouvait pas tout à fait en règle avec l'administration des Contributions indirectes et, un beau matin, il reçut la visite aussi désagréable qu'inattendue de deux agents de ladite administration. On vint lui dire : « Mais, cher monsieur, voilà deux ans que vous n'avez fait aucune déclaration d'introduction de boissons, et pourtant vous avez depuis ce temps toujours tenu votre débit de boissons ouvert? — Mais non, avait répondu M. Monnereau, je n'ai qu'un fond de bouteilles d'eau-de-vie, liqueur que j'aime beaucoup, et j'en ai tout juste pour mon usage personnel. »

Les employés se livrèrent à de petites recherches très minutieuses. A coup sûr, si on vous disait où on a trouvé les bouteilles, vous seriez parfaitement étonné. D'ordinaire, ce n'est pas là ce qu'on trouve dans une chambre à coucher, sous un lit. Et pourtant il y en avait un certain nombre. Il y en avait, il est vrai, beaucoup plus dans un placard, et beaucoup plus encore dans la cave.

Dans toutes ces bouteille, il y avait du vin, de l'eau-de-vie, et assurément beaucoup plus de cela qu'il n'en faut pour l'usage d'un homme seul.

Mais ce ne fut pas tout, et ce qui ne causa pas une maigre surprise aux agents qui procédaient à l'inspection susénoncée, c'est de trouver plusieurs bouteilles renfermant de la poudre de guerre. Assurément, ce n'est pas là une boisson, et encore moins une substance dont, à moins d'avoir la manie du suicide, on se serve pour son usage personnel.

Voilà pourquoi Monnereau comparaissait aujourd'hui devant le Tribunal, sous la prévention de détention de poudre de guerre sans autorisation.

M. le substitut Louchet a requis l'application de la loi.

Me Léon Thibault a présenté la défense du prévenu.

Le Tribunal l'a condamné à 3,000 fr. d'amende, six jours de prison, et a fixé à un an la durée de la contrainte par corps.

— Hier, vers six heures et demie du soir, un homme qui suivait le Pont-Neuf, s'arrêta tout à coup, enjamba le parapet et se précipita dans la Seine. Le courant, très rapide en cet endroit, entraîna avec une vitesse inouïe jusqu'au pont des Arts ; c'est là que ce malheureux fût saisi au moment où il allait disparaître, par M. Jules Novion, qui s'était jeté dans une embarcation pour voler à son secours.

Cet homme a reçu les premiers soins au poste du pont des Arts, puis a été transporté à l'Hôtel-Dieu. Il a déclaré que c'était la misère qui l'avait poussé au suicide.

— A dater du 1er novembre prochain, la légation des Pays-Bas sera transférée n° 2, avenue Bosquet, vis-à-vis le pont de l'Alma.

La chancellerie sera ouverte de une heure à trois heures.

Pour les visa et légalisations, le public devra s'adresser désormais exclusivement au consulat général des Pays-Pas, 54, avenue Joséphine. Les bureaux seront ouverts de neuf heures à onze heures du matin et de quatre heures à six heures du soir.

DÉPARTEMENTS

DOUBS. — (Besançon, 27 octobre.) : La Cour d'appel de Besançon, déjà si cruellement frappé, vient d'éprouver encore une perte des plus sensibles. M. le conseiller Jeannez, l'un de ses membres les plus distingués, est mort le 26 de ce mois, à sa campagne de Monnières, dans les environs de Dole, des suites d'une attaque d'apoplexie. La santé de M. le conseiller Jeannez donnait depuis longtemps des inquiétudes à ses collègues et à ses nombreux amis ; mais rien ne pouvait faire pressentir une fin aussi rapide ; il avait à peine soixante-deux ans, et il comptait de longs et honorables services dans la Magistrature ; c'était un esprit très cultivé et auquel on doit de savantes recherches sur l'histoire de la Franche-Comté.

— SEINE-INFÉRIEURE. — (Le Havre, 27 octobre.) : « La nuit dernière, vers neuf heures, dit le *Courrier du Havre*, une grande lueur a été aperçue au-dessus de Honfleur, indice d'un incendie considérable.

« Cette lueur a été grandissant sans cesse, de telle sorte que de onze heures à une heure, le ciel est resté rouge sur une étendue immense, et qu'on a pu croire l'incendie beaucoup plus voisin de nous.

« Aussi le bruit a-t-il couru que c'étaient les chantiers de constructions de Graville qui brûlaient, et, sur nos places publiques, la foule s'était réunie vivement émue.

« Le spectacle, vu des plages Sud, était effrayant ; les flammes se réfléchissaient dans la baie de Seine, et les eaux comme le ciel étaient entièrement rouges.

« Le foyer même de l'incendie était très distinct.

« Le feu formait comme une gerbe terrible, inclinée vers le sud-ouest, et dominée par des tourbillons de fumée blanche.

« L'alarme a été donnée par la foule aux pompiers qui, bien entendu, n'avaient reçu aucun avis, puisque l'incendie dévastait un point de la côte opposée.

« Le télégraphe des postes spéciaux les a bientôt avertis de cette circonstance.

« Les pêcheurs venus ce matin au port affirmaient que ce fléau avait détruit sur la route de Pont-l'Evêque, l'usine à huiles de M. Sorel.

« On ajoutait que le feu se serait communiqué à des chantiers de bois voisins, et que le désastre aurait atteint tout un quartier de Honfleur.

« Ces renseignements ne se sont pas trouvés parfaitement exacts, et nous avons appris de l'équipage du steamer *Eclair* arrivé ce matin au Havre, vers onze heures et demie, que l'usine de M. Sorel n'avait pas été atteinte, mais que le feu avait détruit entièrement la scierie Montreuil, située rue Saint-Léonard.

« La cause du sinistre est demeurée inconnue, mais combien grandes ont été ses conséquences !

« Aidées par la violence du vent, les flammes ont bientôt enveloppé tout l'établissement, et, malgré la promptitude des secours, le feu s'est communiqué aux maisons voisines donnant sur la rue Duvillé.

« Ainsi le théâtre de l'incendie s'est développé en peu d'instants, et tout le quartier présentait vers onze heures l'aspect d'une vaste fournaise.

« Vingt ménages se trouvent dans le plus complet dénuement par suite de cet épouvantable désastre.

Les habitants ont fait preuve du plus grand dévouement dans cette catastrophe, et c'est à leurs efforts que l'on doit de n'avoir pas à déplorer de plus irrémédiables malheurs.

» Ce n'est qu'à cinq heures, ce matin, que l'on a pu se rendre complètement maître du feu. »

ÉTRANGER.

TURQUIE (Constantinople, 27 octobre). — Le Tribunal correctionnel vient de rendre son jugement dans l'affaire du détournement commis au préjudice de la Banque ottomane.

Les quatre principaux inculpés dans le vol de 90,000 livres commis en 1873, au détriment de la Banque impériale, ont été condamnés à trois ans de prison et au remboursement de la somme volée.

La troisième livraison de la nouvelle édition du *Dictionnaire de l'administration française*, par M. Maurice Block, vient de paraître à la librairie Berger-Levrault et Ce. Parmi les principaux articles insérés dans ce fascicule nous remarquons : *Caisse d'épargne, Casiers judiciaires, Centralisation et Décentralisation, Cautionnement, Chasse, Chemins de fer et Chemins vicinaux*. Comme dans les livraisons précédentes, les principaux articles sont suivis d'un exposé de la législation comparée.

Les *Plaidoyers de Berryer* (formant la deuxième série de ses Œuvres), attendus depuis longtemps, vont paraître en 4 vol. in-8°, à la librairie académique Didier et Ce, qui reçoit les souscriptions d'avance.

Le *Brigandage en Italie, depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours*, par A. Dubarry, paraît à la librairie E. Plon et Ce, 10, rue Garancière. In-18. Prix : 3 fr. 50.

PARDESSUS ENFANT de 3 à 8 ans, drap frisé bleu, col de velours. Mon Ad. GODCHAU 12, rue du Fg Montmartre 8 fr

Bourse de Paris du 28 Octobre 1875.

	1er cours.	Dern. cours	Hausse	Baisse.
3 0/0 comptant	65 80	65 70	— —	— 20
Id. fin courant	65 72 1/2	65 65	— —	— 10
4 1/2 0/0 compt.	93 —	93 —	— —	— —
5 0/0 1872 compt.	104 93	104 80	— —	— 20
Id. fin courant	105 —	104 92 1/2	— —	— 05
Banque de Fr.	3850 —	3850 —	— —	10 —

ACTIONS

	Der Cours au comptant.		Der Cours au comptant
Comptoir d'escompte.	600 —	Ouest	608 75
Crédit agricole	— —	Dockset Entr. de Marc.	480 —
Crédit fonc. de France	900 —	Gaz (Ce Parisienne).	1027 50
Société algérienne	385 —	Ce Immobilière	27 —
Crédit lyonnais	— —	Transatlantique	322 50
Crédit mobilier	178 75	Ce imp. des Voitures.	462 50
Dépôts et Comptes c.	631 25	Suez	720 —
Société générale	567 50	Mobilier espagnol	700 —
Charentes	345 —	Chemins autrichiens.	625 —
Est	586 25	Lombards	225 —
Paris-Lyon-Méditerr.	980 —	Nord de l'Espagne	260 —
Midi	700 —	Saragosse	— —
Nord	1177 50	Omnibus de Paris	— —
Orléans	977 50	Romains	63 75

OBLIGATIONS

	Der Cours au comptant.		Der Cours au comptant.
Départem. de la Seine.	226 —	Méditerranée 5 0/0	527 50
Ville, 1855-60, 3 0/0	475 —	— 1852-55, 3 0/0	317 50
— 1865, 4 0/0	495 —	Paris-Lyon-Médit	311 —
— 1869, 3 0/0	345 —	— 1866	305 —
— 1871, 3 0/0	323 —	Médoc	— —
— 1875, 4 0/0	484 —	Midi	— —
Gr. Fer Obl. 500 4 0/0	500 —	Nord, 3 0/0	317 50
— 300 3 0/0	482 50	Orléans 1842, 5 0/0	— —
— Obl. 500 4 0/0, 63	486 —	— 3 0/0	315 50
— Obl. comm. 3 0/0	422 50	Ouest 5 0/0	— —
Charentes	291 —	— 3 0/0	311 50
Ardennes	309 —	Suez	515 —
Est, 5 0/0	508 —	Lombard, 3 0/0	230 —
— 3 0/0	312 —	Nord de l'Espagne	224 25
Lyon, 5 0/0	1035 —	Saragosse à Pampelune	143 75
Lyon, 3 0/0	— —	Romains	224 50

Insen sibilisateur Duchesne. Extraction et pose de dents *sans douleur*, 45, rue Lafayette.

THÉATRES.

Italiens. — Samedi 30 octobre, dernière représentation du *Roi Lear*, tragédie en cinq actes de Shakespeare. Tout Paris voudra applaudir le célèbre tragédien Rossi dans cette troisième et remarquable création. Jamais artiste ne s'est emparé en si peu de temps de la faveur du public. — Dimanche 31 octobre, *Hamlet* (spectacle demandé.

Spectacles du 29 Octobre.

OPÉRA. — Guillaume Tell.
OPÉRA-COMIQUE. — Mignon.
FRANÇAIS. — Le Philosophe sans le savoir. — Oscar. — Les Projets de ma tante.
GYMNASE. — Le Baron de Valjoli. — Le Million de M. Pomard.
VAUDEVILLE. — Le Procès Veauradieux. — Madame Lili.
VARIÉTÉS. — La Boulangère a des écus.
PORTE-SAINT-MARTIN. — Le Tour du Monde.
CHATELET. — Relâche.
GAITÉ. — Le Voyage dans la lune.
AMBIGU-COMIQUE. — Rose Michel.
PALAIS-ROYAL. — Le Panache.
BOUFFES-PARISIENS. — La Jolie Parfumeuse.
RENAISSANCE. — La Filleule du roi.
FOLIES-DRAMATIQUES. — Relâche.
TH. TAITBOUT. — La Cruche cassée, opéra-comique en trois actes, paroles de MM. Jules Moinaux et Jules Noriac, musique de M. Vasseur.
TH.-HISTORIQUE. — Les Muscadins.
CHATEAU-D'EAU. — Pif-Paf.
CLUNY. — Relâche.
DÉJAZET. — Les Petites Dames du Temple. — Un Prêté rendu.
FOLIES-MARIGNY. — Les Etudiantes.
CIRQUE D'HIVER — Exercices équestres.

Publications légales. — Sociétés commerciales. — Faillites.

AVIS

La publication légale des actes de société est obligatoire, pour l'année 1875, dans l'un des quatre journaux suivants :

La Gazette des Tribunaux ;
Le Droit ;
Le journal général d'Affiches, dit *Petites-Affiches ;*
Les Affiches parisiennes.

INSERTIONS LÉGALES

Préfecture du Cantal.

MINES

Demande en Concession
D'UNE

MINE DE HOUILLE

Sur le territoire des communes de Lanobre et de Beaulieu (Cantal), de la Bessette (Puy-de-Dôme), de Monestier-Port-Dieu et Sarroux (Corrèze),

Par MM. de Laforce, Durif, de Morry, Palotte et Plou.

AVIS.

Le préfet du Cantal,

En exécution de la loi du vingt et un avril mil huit cent-dix, et sur la proposition de l'ingénieur en chef des mines ;

Donne avis :

Que, par une pétition en date du premier mai mil huit cent soixante-quinze, enregistrée le sept du même mois à la préfecture, dans le registre spécial, sous le n° 75, complétée et régularisée postérieurement.

M. Jean-Marie-Gabriel-Mathieu de Laforce, propriétaire, banquier, membre du conseil général du Cantal, maire de Beaulieu, demeurant au château de Journiac, commune de Beaulieu ;

M. Annet Durif, propriétaire, ancien notaire, demeurant à Bort (Corrèze) ;

M. le comte Emile de Morry, propriétaire et rentier, demeurant à Paris, rue d'Albe, 10 ;

M. Emile Jacques Palotte, ingénieur civil, député de la Creuse, demeurant à Paris, rue Saint Georges, 4 ;

M. Jacques-Etienne Plou, ancien notaire, demeurant à Paris, rue Marsollier, 15 ;

Lesquels chargent M. de Laforce de les représenter dans toutes les circonstances relatives à la présente demande, sollicitent la concession d'une mine de houille sur le territoire des communes de Lanobre, Beaulieu (Cantal), la Bessette (Puy-de-Dôme), Monestier-Port-Dieu et Sarroux (Corrèze).

Cette concession comprendrait une étendue superficielle de douze kilomètres carrés, trente-six hectares, et serait limitée, savoir :

Au nord, par une ligne droite partant de la Grange-Haute, point B, et aboutissant à l'angle de la maison la plus à l'ouest des Barres, point C ;

A l'ouest, par une ligne droite partant du point C et aboutissant à la maison la plus à l'ouest de Féneyrolles, point D, par une autre droite partant du point D et aboutissant à la maison la plus à l'ouest de Lonjard, point E, enfin, par une droite partant du point E, et aboutissant à l'angle ouest du moulin de Vals, point F ;

Au sud, par une ligne droite allant du point F à la maison la plus à l'ouest du village de Combarrière, point A ;

A l'est, par une ligne droite partant du point A et aboutissant à l'angle ouest du château de Journiac, point G, puis par une autre droite partant du point G et aboutissant au point de départ B.

Pour satisfaire aux dispositions des articles 6 et 4 de la loi du vingt-quatre avril mil huit cent-dix, les pétitionnaires offrent aux propriétaires des terrains occupés dans la concession demandée, une redevance annuelle de dix centimes par tonne, indépendamment des indemnités qui pourraient leur être dues pour dégâts ou occupations de terrains, lesquelles seront réglées conformément aux articles 43 et 44 de la même loi.

Ils s'engagent, en outre, à payer les redevances fixe et proportionnelle dues à l'Etat, et à se soumettre au mode d'exploitation qui sera déterminé par l'administration.

A la demande sont annexés :

1° Un plan régulier, en triple expédition et à une échelle de dix millimètres pour cent mètres de la concession sollicité ;

2° Des extraits du rôle des impositions payées par les demandeurs.

La pétition et les plans sont déposés à la préfecture, où le public pourra en prendre connaissance pendant la durée de l'affichage du présent avis.

Les demandes en concurrence et les oppositions seront admises devant le préfet jusqu'au dernier jour du quatrième mois à compter de la date de l'affiche. Elles seront notifiées par acte extra-judiciaire à la préfecture, où elles seront enregistrées sur le registre spécial des mines, qui sera ouvert à tous ceux qui en demanderont communication. Elles seront notifiées aux parties intéressées.

Jusqu'à l'émission du décret qui statuera définitivement sur la présente demande en concession, toute demande en concurrence ou opposition sera admissible devant le ministre des travaux publics ou le secrétaire général du Conseil d'Etat. Dans ce dernier cas, elle aura lieu par une requête signée et présentée par un avocat au Conseil. Dans tous les cas, elle sera notifiée aux parties intéressées.

Conformément à l'article 23 de la loi précitée, le présent avis sera affiché, pendant quatre mois, dans les communes de Lanobre, Beaulieu, Mauriac, Aurillac (Cantal), la Bessette, Issoire, Clermont (Puy-de-Dôme), Monestier-Port-Dieu, Sarroux, Ussel, Bort, Tulle (Corrèze) et Paris.

Il sera inséré dans un journal du Cantal, de la Seine, du Puy-de-Dôme et de la Corrèze.

Conformément à l'article 24, il sera publié dans ces mêmes communes, devant la porte de la mairie et de l'église, à la diligence des maires, à l'issue de l'office, un jour de dimanche, et au moins une fois par mois, pendant la durée des affiches.

A l'expiration du délai de quatre mois, les maires des communes ci-dessus désignées adresseront à la préfecture, par l'intermédiaire du sous-préfet, les certificats constatant que ces appositions d'affiches et publications ont eu lieu.

Aurillac, le douze octobre mil huit cent soixante-quinze.

Le préfet du Cantal,
E. DE CHAZELLES.

Arrêté.

Nous, préfet du département du Cantal,

Vu la demande de MM. de Laforce, Durif, de Morry, Palotte et Plou, aux fins d'obtenir la concession d'une mine de houille sur le territoire des communes de Lanobre et de Beaulieu, arrondissement de Mauriac (Cantal), la Bessette, arrondissement d'Issoire (Puy-de-Dôme), Monestier-Port-Dieu et Sarroux, arrondissement d'Ussel (Corrèze) ;

Vu les pièces produites à l'appui de cette demande ;

Vu la loi du vingt et un avril mil huit cent dix, le décret du dix-huit novembre suivant, les instructions ministérielles des trois août mil huit cent dix, trente et un octobre mil huit cent trente-sept et dix décembre mil huit cent soixante-trois,

Arrêtons :

Article 1er.

Le présent avis sera affiché pendant quatre mois dans les communes de Lanobre, Beaulieu, Mauriac et Aurillac.

Il sera inséré à la même époque dans un journal du Cantal.

Il sera en outre adressé à MM. les préfets de la Seine, du Puy-de-Dôme et de la Corrèze, qui sont priés de le faire également afficher pendant le même délai à Paris, à la Bessette, Issoire, Clermont, Monestier-Port-Dieu, Sarroux, Bort, Ussel et Tulle, et de le faire insérer dans un des journaux de leurs départements.

Enfin, il sera publié, par les soins des maires, une fois par mois, pendant la durée des affiches, dans les communes ci-dessus désignées.

Art. 2.

A l'expiration de ce délai de quatre mois, les maires adresseront à la préfecture, par l'intermédiaire du sous-préfet, les certificats constatant l'apposition et la publication, comme il est prescrit ci-dessus, de l'affiche concernant la demande de MM. de Laforce, Durif, de Morry, Palotte et Plou.

Aurillac, le douze octobre mil huit cent soixante-quinze.

Le préfet du Cantal,
(2530) E. DE CHAZELLES.

SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ ANONYME
DE
TONNELLERIE ET DE CONSTUCTION MÉCANIQUES,
Selon les procédés Philippe.

Capital social : 180,000 fr.

I

Suivant acte reçu par Me Huillier et son collègue, notaires à Paris, le dix-sept septembre mil huit cent soixante-quinze, ledit Me Huillier, substituant Me Fovard, notaire à Paris :

1° M. Michel EPHRUSSI, banquier, demeurant à Paris, rue de l'Arcade, n° 45;

Ayant agi au nom de la société M. Ephrussi et Ce, établie à Paris, rue de l'Arcade, n° 45;

2° M. Guillaume BEER, banquier, demeurant à Paris, rue Neuve-des-Mathurins, n° 88;

3° M. Sigismond SCHEIKEVITCH, banquier, demeurant à Paris, rue de l'Arcade, n° 45;

4° M. Vladimir YOUFEROFF, fonctionnaire russe en retraite, demeurant à Paris, rue de la Pépinière, n° 4;

5° M. François-Louis PIERSON, de la maison M. Ephrussi et Ce, demeurant à Paris, boulevard de Magenta, n° 137;

6° M. Léon-Arsène-Edmond PHILIPPE, constructeur-mécanicien, demeurant à Puteaux, quai National, n° 33;

7° Et M. Auguste-Honoré PINET, constructeur-mécanicien, demeurant à Puteaux, quai National, n° 33;

Ont formé entre eux, sous la dénomination de : SOCIÉTÉ ANONYME DE TONNELLERIE ET DE CONSTRUCTION MÉCANIQUES, selon les procédés de Philippe, une société anonyme ayant pour objet l'exploitation des procédés brevetés de MM. Philippe et Pinet, tant en France qu'à l'étranger, la fabrication selon les brevets, des machines servant à faire des tonneaux, ainsi que les tonneaux mêmes et d'autres fabrications mécaniques et le commerce de ces produits.

La durée de la société a été fixée à vingt années, à partir du jour de la constitution définitive.

Le siége a été établi provisoirement à Paris, rue de l'Arcade, n° 45.

MM. Philippe et Pinet ont apporté à la société :

Premièrement. Le droit par ladite société, à l'exclusion de tous autres, d'exploiter tant en France qu'à l'étranger, pendant la durée de la société, les procédés inventés par M. Philippe pour la fabrication des tonneaux, pour l'application desquels MM. Philippe et Pinet ont reçu des brevets d'invention en France, en Belgique et en Angleterre.

Ensemble l'usage, aussi à l'exclusion de tous autres, de tous perfectionnements qu'ils pourront apporter à ces procédés et des additions et augmentations que l'inventeur pourra faire à ces brevets.

Deuxièmement. L'établissement qu'ils exploitaient à Puteaux (Seine), quai National, n° 33, comprenant un atelier de mécanique pour la fabrication des machines servant à faire les tonneaux et à autres fabrications mécaniques;

Et un atelier de tonnellerie.

Ensemble les hangars, abris, machines, ustensiles, matériel et outils servant à l'exploitation dudit établissement, la clientèle y attachée et le droit au bail des lieux où est exploité ledit établissement, mais non compris les marchandises, matières premières et objet de consommation se trouvant dans l'établissement.

Le tout franc et quitte de toutes dettes et charges.

Le fonds social, composé de l'apport en nature et du capital en numéraire, a été fixé à cent quatre-vingt mille francs, divisé en trois cent soixante actions de cinq cents francs chacune.

Sur ces trois cent soixante actions, cent quatre-vingts entièrement libérées ont été attribuées à MM. Philippe et Pinet, en représentation de leur apport n° 2, avec cette restriction que MM. Philippe et Pinet ne pourraient, sans y être autorisés par délibération du conseil d'administration, aliéner tout ou partie de ces cent quatre-vingts actions avant cinq années du jour de la constitution de la société.

A l'égard des cent quatre-vingts actions de surplus à émettre contre espèces, elles ont été souscrites par les fondateurs, dans les proportions indiquées audit acte, et il a été déclaré que sur chacune de ces cent quatre-vingts actions il avait été effectué par les souscripteurs le versement de moitié du capital.

Outre les actions de capital ci-dessus, il a été créé cinquante actions ou parts de fondateurs qui ont été attribuées, savoir :

Vingt-cinq à MM. Philippe et Pinet, en représentation de leur apport n° 1;

Quinze à la société MM. Ephrussi et Ce;

Cinq à M. Pierson;

Et cinq à MM. Youferoff.

Les parts de fondateurs de MM. Philippe et Pinet ont été soumises aux mêmes conditions d'inaliénabilité que les cent quatre-vingts actions qui leur sont attribuées.

La société est administrée par un conseil composé de quatre membres au moins et de sept au plus, nommés par l'assemblée générale des actionnaires.

Ont été nommés administrateurs jusqu'au premier janvier mil huit cent soixante dix-huit, avec stipulation que leur nomination ne serait pas soumise à l'assemblée générale :

M. Edmond Philippe,
M. Pinet,
M. Pierson,
M. Youferoff,

Qui ont déclaré accepter ces fonctions.

Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour l'administration de la société.

Il peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un ou deux des administrateurs ou associés en qualité de directeur-gérant et de codirecteur-gérant; il peut aussi déléguer ses pouvoirs à d'autres, mais seulement par un mandat spécial pour une ou plusieurs affaires de la société.

Le directeur-gérant et le codirecteur-gérant sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires parmi les associés.

En cas d'absence par congé, maladie ou empêchement du directeur-gérant, ses fonctions sont remplies provisoirement par son codirecteur-gérant ou par un des administrateurs.

Par dérogation, M. Philippe a été nommé directeur-gérant et M. Pinet codirecteur; leurs fonctions sont identiques.

Le directeur-gérant est chargé de la gestion des affaires et de l'exécution des délibérations du conseil.

Les actions judiciaires sont exercées au nom de la société, par le directeur qui représente la société en justice, tant en demandant qu'en défendant.

Il a été constitué un fonds de réserve de cinq pour cent des bénéfices annuels.

II.

Aux termes d'un procès-verbal dressé le dix-huit septembre mil huit cent soixante-quinze, contenant délibération des actionnaires de ladite société, dont l'un des doubles a été déposé pour minute audit Me Fovard, suivant acte reçu par lui et son collègue, notaires à Paris, le dix-neuf octobre mil huit cent soixante-quinze, l'assemblée a, à l'unanimité, délégué M. Lemoine, de la maison Cail et Ce, pour vérifier l'apport fait par MM Philippe et Pinet, et les causes des avantages stipulés au profit de ces derniers et au profit de la société M. Ephrussi et de MM. Youferoff et Pierdon, et pour faire, à cet effet, un rapport à l'assemblée générale : M. Lemoine a déclaré accepter ces fonctions.

L'assemblée a en outre estimé que les déclarations de souscription des actions et de versement par les souscripteurs ayant été faites dans les statuts par tous les actionnaires et les fondateurs, la sincérité en était ainsi constatée.

III.

Aux termes d'un autre procès-verbal dressé le premier octobre mil huit cent soixante-quinze, contenant délibération de l'assemblée générale desdits actionnaires, dont l'un des doubles a été déposé à Me Fovard, suivant l'acte reçu par lui et son collègue, le dix-neuf octobre dernier, susénoncé, l'assemblée, en adoptant les conclusions du rapport de M. Lemoine, a accepté à l'unanimité, purement et simplement, l'apport fait à la société par MM. Philippe et Pinet, aux conditions énoncées aux statuts, et a approuvé l'attribution des parts de fondateurs faites à la société M. Ephrussi et Ce et à MM. Youferoff et Pierson.

En conséquence, ladite société s'est trouvée définitivement constituée à partir dudit jour, premier octobre mil huit cent soixante-quinze, pour une durée de vingt années devant expirer le premier octobre mil huit cent quatre-vingt-quinze.

Une expédition délivrée par Me Fovart, tant des statuts que des deux délibérations susénoncées de l'acte de dépôt a été déposée, le vingt-six octobre présent mois, à chacun des greffes du Tribunal de commerce de la Seine et de la justice de paix du huitième arrondissement de Paris.

Pareille expédition a été déposée, le vingt-sept octobre présent mois, au greffe de la justice de paix de Courbevoie (Seine). (1818)

Etude de Me DELALOGE, avocat-agréé au Tribunal de commerce de la Seine, rue des Jeûneurs, 42.

Suivant acte sous signatures privées, en date à Paris du quinze octobre mil huit cent soixante-quinze, enregistré le dix-huit du même mois, folio 47, recto, case 3, aux droits de dix-huit francs soixante quinze centimes, décimes compris,

Intervenu entre :

1° M. Louis-Victor JOURDAIN, négociant, demeurant à Paris, rue des Jeûneurs, 46;

2° M. Louis-Angèle MARÉCHAL, négociant, demeurant à Paris, rue des Jeûneurs, 46,

Tous deux stipulant chacun en leur nom personnel et encore pour la société de commerce dont sera ci-après parlé,

D'une part;

3° M. Simon-Romain BESQUES, négociant, demeurant à Paris,

Stipulant en son nom et pour lui-même,

D'autre part;

Il a été convenu que la société en nom collectif formée entre les trois susnommés,

Sous la raison sociale :

JOUDAIN, BESQUES et MARÉCHAL,

Ayant son siége à Paris, rue des Jeûneurs, 46, créée pour une durée s'étendant jusqu'au quinze avril mil huit cent quatre-vingt-un, par acte sous seings privés, enregistré à Paris, le même jour, folio 24, recto, case 4, régulièrement publié, serait et demeurerait, à partir dudit jour quinze octobre mil huit cent soixante-quinze, dissoute, en ce qui touche M. Besques, et qu'elle continue à subsister dans les mêmes conditions que par le passé entre MM. Jourdain et Maréchal seulement.

La raison et la signature sociales seront, du jour dudit acte, et pour l'avenir : Jourdain et Maréchal.

Le capital social en demeure le même, sauf en ce qui touche l'apport promis au pacte constitutif par M. Besques.

Deux exemplaires dudit acte ont été déposés le vingt et un octobre courant, l'un au greffe du Tribunal de commerce, l'autre au greffe de la justice de paix du deuxième arrondissement de Paris.

(1817) DELALOGE.

TRIBUNAL DE COMMERCE

MM. les créanciers qui n'auraient pas reçu d'avis sont priés de faire connaître leur adresse au Greffe, Bureau n. 8.

Les créanciers peuvent prendre gratuitement au Tribunal communication de la comptabilité, les samedis, de dix à quatre heures.

§ 2.

FAILLITES.

Jugements de déclaration de faillite.

Du 26 octobre.

Du sieur Delys-Louis VARIN, ancien fabricant de soies à coudre à Paris, boulevard Sébastopol, 64, demeurant actuellement à Fontainebleau, rue des Pins (personnellement).

(Ouverture fixée provisoirement au 20 août 1875.)

M. Chambron, juge-commissaire.

M. Battarel, rue de Bondy, 7, syndic provisoire (N. 1251 du gr.).

Du 27 octobre.

Du sieur BAUDOUIN (André), ancien maître de lavoir à Paris, rue Lecourbe, 260, et demeurant actuellement à Maisons Alfort (Seine), rue du Pont-d'Ivry, 2.

M. Truchy, juge-commissaire.

M. Moncharville, rue de Provence, 40, syndic provisoire (N. 1252 du gr.)

Des sieurs CAVA aîné et Ce, commissionnaires en marchandises, 92, rue d'Hauteville, à Paris.

(Ouverture fixée provisoirement au 4 octobre 1875.)

M. Truchy, juge-commissaire.

M. Copin, rue de l'Odéon, 18, syndic provisoire (N. 1253 du gr.).

SYNDICAT.

Sont invités à se rendre, aux jours et heures ci-après, au Tribunal de commerce, salle des assemblées, pour assister à l'assemblée dans laquelle le juge-commissaire doit les consulter, tant sur la composition de l'état des créanciers présumés que sur la nomination de nouveaux syndics, MM. les créanciers :

Du sieur DEGRELLE (Jules), marchand de toiles, demeurant à Paris, rue du Sentier, 35, le 3 novembre, à 2 heures précises (N. 1242 du gr.).

De la dame veuve AHIER, cabaretière et logeuse, demeurant à Paris, rue Saint-Jacques, 289, le 3 novembre, à 1 heure précise (N. 1206 du gr.).

NOTA. — *Les tiers porteurs d'effets ou d'endossements n'étant pas connus, sont priés de remettre au greffe leurs adresses, afin d'être convoqués pour les assemblées subséquentes.*

PRODUCTIONS DE TITRES

Sont invités à produire, dans le délai de vingt jours, à dater de ce jour, leurs titres de créance, accompagnés d'un bordereau sur papier timbré, indicatif des sommes à réclamer, MM. les créanciers :

Du sieur TERRIER, épicier, ayant demeuré à Paris, rue de Belleville, 174, et demeurant actuellement même rue, 148;

Entre les mains de M. Battarel, rue de Bondy, 7, syndic de la faillite (N. 16731 du gr.).

Du sieur A. HAGUIN, marchand de bois en gros, demeurant à Paris, rue de Moscou, 19;

Entre les mains de M. Prodhomme, rue des Déchargeurs, 11, syndic de la faillite (N. 721 du gr.).

Pour, en conformité de l'article 493 du Code de commerce, être procédé à la vérification et à l'admission des créances, qui commenceront immédiatement après l'expiration de ce délai

VÉRIFICATIONS ET AFFIRMATIONS.

Sont invités à se rendre, aux jours et heures ci-après, au Tribunal de commerce, salle des assemblées, pour, sous la présidence de M. le juge-commissaire, procéder à la vérification et à l'affirmation de leurs créances, MM. les créanciers :

Du sieur GOUGE, teinturier-dégraisseur, demeurant à Paris, rue d'Anjou-Saint-Honoré, 40, le 2 novembre, à 2 heures (N. 356 du gr.).

De la dame BAFFI (Pauline Fouchet, femme judiciairement séparée de biens de Jean-Baptiste Baffi, fabricante de lingerie, demeurant à Paris, rue de l'Échiquier, 34, le 2 novembre, à 2 heures (N. 482 du gr.)

Du sieur VAISSIÈRE, marchand de vin traiteur, demeurant à Paris, rue Bertin-Poirée, 4, le 3 novembre, à 1 heure (N. 925 du gr.).

Du sieur P. MIGNOT, marchand de fleurs et bouquets en porcelaine, demeurant à Paris, rue des Petites-Écuries, 19, le 3 novembre, à 2 heures (N. 1014 du gr.).

Du sieur VALLÉE (Albert), épicier, demeurant à Paris, rue de Bourgogne, 65, le 3 novembre, à 1 heure (N. 1024 du gr.).

Du sieur DENZER (Frédéric), horticulteur, demeurant à Paris, rue Pelleport, 118, le 3 novembre, à 1 heure (N. 1108 du gr.).

De la société en nom collectif BEAUDOIRE et VARIN, ayant pour objet l'exploitation d'un fonds de quincaillerie, dont le siége est à Paris, rue Oberkampf, 44, et composée de : 1° Constant Beaudoire, et 2° Edouard Varin, demeurant tous deux au siége social, le 2 novembre, à 2 heures (N. 930 du gr.).

NOTA. — *Il est nécessaire que les créanciers convoqués pour les vérification et affirmation de leurs créances remettent préalablement leurs titres à MM. les syndics.*

VÉRIFICATION ET AFFIRMATION DES CRÉANCES AVANT RÉPARTITION.

MM. les créanciers de la faillite du sieur STÉPHANOPOLI (Etienne), marchand de chaussures, demeurant à Paris, rue de Belleville, 9, ayant succursales même ville, rue du Bac, 60, et rue du Faubourg-St-Denis, 159, sont invités à se rendre au Tribunal de commerce de la Seine, le 3 novembre, à 12 heures précises, pour procéder à la vérification et à l'affirmation des créanciers en retard de remplir cette formalité.

En conséquence, ils sont invités une dernière fois à produire immédiatement leurs titres (s'ils ne l'ont déjà fait), entre les mains du syndic, M. Beaufour, rue du Château-d'Eau, n. 53,

Et à se trouver à cette assemblée dans laquelle il sera procédé à la vérification et à l'affirmation des créances (N. 308 du gr.).

CONCORDATS.

Sont invités à se rendre aux jours et heures ci-après, au Tribunal de commerce, salle des assemblées des créanciers, pour entendre le rapport des syndics et délibérer sur la formation du concordat, ou, s'il y a lieu, s'entendre déclarer en état d'union, et, dans ce dernier cas, être immédiatement consultés tant sur les faits de la gestion que sur l'utilité du maintien ou du remplacement des syndics MM. les créanciers :

Du sieur J. DEROUSSEAUX, marchand de chaussures, demeurant à Paris, avenue d'Italie, 68, ci-devant, et actuellement sans domicile connu, le 2 novembre, à 2 heures (N. 565 du gr.).

Du sieur THIBOUT (Philippe-Antoine), papetier, demeurant à Paris, rue François-Miron, 84, le 3 novembre, à 12 heures (N. 777 du gr.).

Du sieur LAROCHE (Auguste), ancien maître d'hôtel meublé, à Paris, rue Richer, 3, et demeurant actuellement rue Lacroix, 18, le 3 novembre à 1 heure (N. 919 du gr.).

Des sieur : 1° GAUTHIER (Etienne-Aimé), et 2° dame GAUTHIER (Hélène Anlikor, épouse judiciairement séparée, quant aux biens, du sieur Gauthier), associés de fait pour l'exploitation d'un fond de commerce de vin, sis à Paris, avenue Richerand, 6, y demeurant tous deux, le 3 novembre, à 2 heures (N. 19950 du gr.).

Il ne sera admis que les créanciers vérifiés et affirmés.

Les intéressés peuvent prendre au greffe communication du rapport des syndic.

REDDITION DE COMPTE.

Sont invités à se rendre aux jours et heures ci-après, au Tribunal de commerce, salle des assemblées des faillites, pour, conformément à l'article 537 du Code de commerce, entendre le compte définitif qui sera rendu par les syndics, le débattre, le clore, l'arrêter; leur donner décharge de leurs fonctions et donner leur avis sur l'excusabilité du failli, MM. les créanciers composant l'union de la faillite :

Du sieur METZ, fabricant d'articles de nouveautés, demeurant à Paris, rue de l'Échiquier, 18, ci-devant, et actuellement sans domicile connu, le 3 novembre, à 2 heures précises (N. 8435 du gr.).

NOTA. — *Les créanciers et le failli peuvent prendre au greffe communication des compte et rapport des syndics.*

CLOTURE D'OPÉRATIONS

Du 28 septembre 1875.

Jugement du Tribunal de commerce de la Seine qui prononce, pour cause d'insuffisance d'actif, conformément à l'article 527 du Code de commerce, la clôture des opérations de la faillite :

Du sieur PÉAU (Alexis), banquier, demeurant à Paris, rue Richelieu, 100, ci-devant, et actuellement sans domicile connu (N. 1078 du gr.).

Du sieur LEGEINDRE (Narcisse), bijoutier en écaille, demeurant à Paris, rue des Marais, 62 (N. 366 du gr.).

Du sieur RAYNAUD (Antoine), marchand de vin, ayant demeuré à Paris, rue de l'Arc-de-Triomphe, 37 ancien et 17 nouveau, et demeurant actuellement route de la Révolte, 79, à Clichy-la-Garenne (N. 948 du gr.).

Du sieur HOUZEAU fils, papetier, ayant demeuré à Paris, rue de Rivoli, 136, puis rue du Roule, 2, ensuite rue de Palestro, 13, et aujourd'hui sans domicile connu (N. 922 du gr.).

Des sieurs SUAREZ et FONSÈQUE, banquiers, demeurant à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, 18 (N. 805 du ga.).

Du sieur JULLIAN (Louis-Hilaire), marchand d'épingles, demeurant à Paris, rue Blanche, 94 (N. 926 du gr.).

Du sieur LOISELET (Louis), marchand du vin, demeurant à Issy, rue des Charbonniers, 35 (N. 935 du gr.).

Du sieur LECLÈRE (Henry), tailleur, demeurant à Paris, rue d'Hauteville, 1 (N. 478 du gr.).

ASSEMBLÉES DE CRÉANCIERS.

Du 28 octobre 1875.

1re *chambre.*

DIX HEURES : Quatrebœuf, synd. — Vila, clôt. — Veuve Vachette, concord. — Blandin, redd. de c.

MIDI : Torres, synd. — Lamarque, vérif. — Rodrigues, Henriquez et Monteaux, id. — Bonnamour, clôt. — Beetham fils, concord. — Lefebvre et Debonte, redd. de c.

2e *chambre.*

ONZE HEURES : Chanvin, vérif. — Wilmet, concord. — Douceur aîné, redd. de c. — Dangeard, id. — Fleury, id.

UNE HEURE : Surcin et Schoenaers, vérif. — Hjortsberg, id. — Seligmann clôt. — Gallet jeune, id. — Demonchy, concord. — Vivarès-Dianous, id. — Legris, id.

DEUX HEURES : Mailly, synd. — Beaudet, vérif. — Bouillet, clôt. — Picod fils, redd. de c. — Blaye fils, id.

VENTES MOBILIÈRES.

VENTES PAR AUTORITÉ DE JUSTICE

Le 29 octobre.

En l'hôtel des Commissaires-Priseurs, rue Rossini, 6.

Consistant en :

6344—Bureau, fauteuil de bureau, tables, chaises, etc.
Rue de Paris, 4, à Vincennes.
6345—Cemptoir, barils, agencement, liqueur, etc.
Cours Ragot, 16, à Saint-Denis.
6346—Cartonnier, fauteuil de bureau, casserolle, commode, etc.

Le 30 octobre.

En l'hôtel des Commissaires-Priseurs, rue Rossini, 6.

6347—Pardessus, pantalons, chemises, gilets, bottines, etc.
6348—Bureau, coffre-fort, fauteuil, balance, tréteaux, etc.
6349—Comptoir, agencement de boutique, glaces, etc.
6350—Armoire à glace, fauteuils, rideaux, statuettes, etc.
6351—Tables, chaises, fauteuils, pendules, glaces, etc.
6352—Fauteuils, canapés, appareils à gaz, montres, etc.
6353—Chaises, pendules, tables, ferraille, etc.
6354—Établis, voliges, tables, casiers, pupitre meules, etc.
Rue des Entrepreneurs, 37.
6355—Buffet, tables, pendule, glaces, chaises, etc.
Boulevard Malesherbes, 67.
6356—Piano, canapé, pendules, armoire à glace, etc.
Rue Myrrha, 10.
6357—Tables, chaises, fontaine, comptoirs, banquette, etc.
Rue Boudeauville, 14.
6358—Buffet, chaises, pendule, table, fauteuils, etc.
Rue Clignancourt, 13.
6359—Comptoirs, casiers, mille paires de chaussures, etc.
Rue d'Alésia, 115.
6360—Armoires, chaises, tables, voiture, cheval, etc.
Rue de Châteaudun, 24.
6361—Tables, chaises, fauteuils, cartonniers, etc.
Rue des Maraîchers, 4.
6362—Comptoir, bureau, étaux, bascule, forges, etc.
Rue Blanche, 96.
6363—Pendule, canapé, chaises, fauteuils, presse à copier, etc.
Rue de Choiseul, 1.
6364—Table, chaises cannées, buffet-étagère, presse à copier, etc.
Rue de Longchamps, 124.
6365—Machines à mouler des briques et accessoires, etc.
Rue Lafayette, 137.
6366—Bureau, fauteuils, chaises, casier en fer, etc.
Rue Abbatucci, 62.
6367—Juments hors d'âge, charrettes, char-à-bancs, etc.
Rue Rochechouart, 11.
6368—Etablis, poêle, baquets, outils de menuisier, etc.
Rue Balagny, 5.
6369—Buffet, table, bureau, armoire à glace, pendules, etc.
Rue d'Angoulême, 67.
6370—Comptoir, banquette, glaces, tables, guéridon, etc.
Rue des Trois-Bornes, 9.
6371—Tables, chaises, planches, rideaux, commode, etc.
Rue du Château-d'Eau, 48.
6372—Bureaux, caisses en fer, casier, plaques de cheminées, etc.
Passage Corbes, 17.
6373—Tables, secrétaire, chaisos, machine à coudre, etc.
Rue des Patriarches, 6.
6374—Forges, soufflets, étaux, enclumes, etc.
Rue Balzac, 4.
6375—Buffet, pendules, piano, glaces, fauteuils, etc.
Boulevard Voltaire, 275.
6376—Commode, pendules, armoires, chaises, etc.
Rue des Prairies, 116.
6377—Commode, pendules, chaises, buffet, etc.
Place du Marché, à Colombes.
6378—Tables, buffet, chaises, pendule, fauteuils, canapé, etc.
Place du Marché, à Colombes.
6379—Vêtements de dame, robes, jupons, camisoles, etc.
Place publique de Clichy.
6380—Armoire, commode, chaises, table, vaisselle, etc.

L'un des propriétaires, gérant,
C. DELAUNEY.

AVIS

Toutes les annonces judiciaires et légales en matière de procédure civile, ainsi que celles relatives aux ventes en matière de faillites, peuvent être insérées dans la GAZETTE DES TRIBUNAUX.

(Arrêté de M. le préfet de la Seine en date du 12 décembre 1874, inséré dans notre numéro du 1er janvier 1875.)

Ventes immobilières.

AUDIENCE DES CRIÉES

MAISON A PARIS

Etude de Me **TRODOUX**, avoué à Paris, rue Thévenot, 16.

Vente sur licitation, au Palais de Justice, à Paris, le mercredi 24 novembre,

D'une **MAISON**, à Paris, boulevard de la Chapelle, 90, et rue de la Charbonnière, 29.

Mise à prix : 20,000 fr.

(9667)

A VENDRE

AUX ENCHÈRES PUBLIQUES
à une audience
qui sera ultérieurement indiquée :

1° La **VERRERIE DE PENCHOT**, située commune de Boisse-Penchot (Aveyron).
Mise à prix : 200,000 fr.

2° La **MINE HOUILLÈRE** dite **NÉGRIN**, communes d'Aubin et de Cransac (Aveyron).
Mise à prix : 200,000 fr.

3° La **FORGE DU CHAVANON**, de Monestier-Merlines, canton d'Eygurandes (Corrèze).
Mise à prix : 35,000 fr.

4° La **MINE DE FER DU CHAMADOUX**, dépendance de la forge.
Mise à prix : 3,000 fr.

Le jour de la vente et le Tribunal où elle aura lieu, ainsi que la date du dépôt du cahier des charges, seront indiqués très prochainement.

S'adresser à Aurillac (Cantal), pour avoir des renseignements, à Me **RABOISSON**, avoué, et à M. Rastignac, expert-géomètre. (9530)

CHAMBRES ET ÉTUDES DE NOTAIRES

MAISON à Paris, rue Béranger, 10 (quart. du Temple), A ADJUGER, sur une enchère, en la ch. des not. de Paris, le 30 novembre 1875.
Revenu brut : 15,300 fr. Mise à prix : 160,000 fr.
S'adr. à Me LAVERNE, notaire, rue Taitbout, 13.
(9668);

Ventes mobilières.

Adjudication, en l'étude de Me **BAZIN**, notaire à Paris, rue Ménars, 8, le lundi 8 novembre 1875, à trois heures, d'un

FONDS DE MARCHAND DE **VINS** EN GROS ET DEMI-GROS, exploité à CLICHY-LA-GARENNE (Seine), rue de Paris, 66, **et du droit aux constructions** élevées par le locataire sur un terrain audit lieu; jouissance de suite. Bail jusqu'au 1er octobre 1882.
Mise à prix, pouvant être baissée : 500 fr. Consignation pour enchérir : 200 fr.
S'adresser à M. Legriel, syndic de faillites, boulevard Beaumarchais, 82, et audit Me **BAZIN**, notaire, rue Ménars, 8. (9669)

Adjudication, en l'étude de Me **Pinguet**, notaire à Paris, rue des Pyramides, 8, le lundi 15 novembre 1875, à midi, d'un

FONDS DE COMMERCE DE **CORDERIE** exploité A PARIS, rue de la Cossonnerie, 10 (*ancienne maison Mithouard*). Consignation préalable : 1,000 francs. Marchandises à dire d'expert.
Mise à prix : 5,000 fr.
S'adresser à M. **Vidal**, avocat, boulevard de Sébastopol, 101, et audit Me **Pinguet**.
(9650);

ADJUDICATION, en l'étude de Me **PINGUET**, notaire à Paris, rue des Pyramides, 8, le lundi 9 novembre 1875, à midi, d'UN ÉTABLISSEMENT pour la FABRICATION D'**OBJETS MOULÉS** et TOURNÉS EN BISCUITS-PORCELAINE DÉCORÉS OU NON DÉCORÉS, exploité à THIAIS (Seine), rue Maurepas, 42, avec dépôt à Paris, rue Martel, 11. Consignation préalable, 500 fr. Marchandises à dire d'expert.
Mise à prix, pouvant être baissée : 5,000 fr.
S'adresser à M. **VIDAL**, avocat, boulevard de Sébastopol, 101, et audit Me **PINGUET**.
(9632);

CANAL DE SUEZ

Les porteurs de titres représentatifs de coupons d'intérêts arriérés d'actions sont prévenus que le coupon n° 1, échéant le 15 novembre 1875, sera payé, à cette date, au siége de la compagnie à Paris et chez les correspondants, à raison de 4 fr. 05 c., déduction faite des impôts établis par les lois de finance. (1411)

SOCIÉTÉ ANONYME
DES
HUITRIÈRES DE PORTUGAL

L'assemblée générale des actionnaires de la **société des Huitrières de Portugal** est convoquée, pour le 1er décembre prochain, au siége social de la société, rue de Berlin, 40, à deux heures de l'après-midi.
Le dépôt des actions doit avoir lieu, au siége social, dix jours au moins avant le jour de la réunion. (1417)

TABACS d'ORIENT et **CIGARETTES RUSSES**
32, boul. des Italiens, 32.
(269)

EAU DES FÉES
SARAH FÉLIX
Pour la Recoloration des Cheveux et de la Barbe
SEULE ADMISE ET RÉCOMPENSÉE A TOUTES LES EXPOSITIONS.
Nouveaux Produits recommandés :
POMMADE des FÉES.—EAU de POPPÉE.—EAU de TOILETTE des FÉES
PARIS, 43, RUE RICHER, 43, PARIS.
(1076);

DIPLOME DE MÉRITE (*Anerkennungs-Diplom*) A L'EXPOSITION UNIVERSELLE DE VIENNE 1873



POUDRES ET PASTILLES AMERICAINES
Du Docteur PATERSON (de New-York).
Seules pastilles digestives récompensées à Vienne
Réputation universelle pour la **prompte guérison** des *maux d'estomac, manque d'appétit, aigreurs, digestions laborieuses, gastrites, maladies des intestins, etc* (Extrait de la *Lancette* de Londres, etc.) Dépôt : Paris, place des Petits-Pères, 9, etc.

CHEMINS DE FER DE LA HAUTE-ITALIE

AGENCE GÉNÉRALE :
1, Rue Auber (Maison du Grand-Hôtel)

SUCCURSALES :

Londres Agence principale, 3, Adelaïde street (Hodgson and Ce); 32, Willing street (Roberts).
Lyon. Rue du Bât d'Argent, 18, et rue Mulot, 17 (Bardet-Besson).
Marseille, 8, place de la Bourse (Menestrier).
Nice. . . . 4, place Charles-Albert (Noyer).
Naples . . 40, Piliero.

TOUTE L'ITALIE

VOYAGES CIRCULAIRES
A PRIX TRÈS RÉDUITS

Billets directs donnant facilité d'arrêt, et valables pendant dix jours.
Coupés-lits, permettant de s'étendre entièrement.
(Les coupés peuvent se retenir à l'Agence de Paris.)
Billets des Lacs. — Facilités exceptionnelles accordées aux voyageurs.

La validité des billets circulaires ne commence à courir qu'à partir de l'entrée en Italie. — Les Agences sont ouvertes tous les jours, de 7 heures du matin à 6 heures du soir. — Les Dimanches et Fêtes, de 10 heures du matin à 4 heures du soir.

SERVICE INTERNATIONAL

Expéditions sans commissions ni frais et au prix exact des tarifs des groupes, valeurs, messageries et marchandises à grande et à petite vitesse. — Enlèvement, réception des colis et bagages à domicile. — Bagages reçus en dépôt. — Formalités de Douane sur déclaration faite. — Renseignements sur tous les services. — Les ordres pour l'enlèvement des bagages à suivre et pour la grande vitesse, pour le départ du soir, doivent être donnés et déposés, avant 3 heures :

A l'Agence générale . . . . . 1, rue Auber.
Aux Sous-Agences de Paris, D. LUBIN . . . . . 36, boulevard Haussmann.
— — — SAUVAGE, DELPIERRE, ROBERTS, 7, rue Le Peletier.

Toutes les réclamations sur les services doivent être adressées à M. A. D'AGIOUT, *représentants de la Compagnie*, 1, rue Auber, Paris.

Le **SIROP** *d'écorces d'oranges amères* de J.-P. **LAROZE** est le tonique anti-nerveux et l'antispasmodique le plus efficace pour régulariser les fonctions de l'estomac et activer celles des intestins, pour combattre les affections nerveuses et abréger les convalescences.
Dépôt à Paris, rue Neuve-des-Petits-Champs, 26, et dans chaque ville de France.
Fabrique, Expéditions, MAISON J.-P. LAROZE et Ce, rue des Lions-Saint-Paul, 2, PARIS.

Enregistré à Paris, le octobre 1875.
Reçu trois francs soixante-quinze centimes

IMPRIMERIE CENTRALE DES CHEMINS DE FER. — A. CHAIX ET Cie, RUE BERGÈRE, 20, PARIS.
Certifié l'insertion sous le n°

Vu pour légalisation de la signature de MM. A. CHAIX et Ce,
Le Maire du 9e arrondissement,